

AUTOHOST
LOCATION
 D'AUTOS ET CAMIONS
 À TRAVERS LA PROVINCE

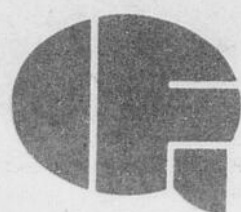
- Montréal et banlieue
- Québec et banlieue
- Ste-Agathe
- Val d'Or, Rouyn, Amos
- Tous les grands aéroports canadiens

Montréal: 288-5252
 National: 1-800-661-1166
 FRANCHISES DISPONIBLES
 7665 Lacordaire, Montréal H1S 2A7, 254-7146



Le journal des AFFAIRES

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE



Coopérative Fédérée de Québec

\$727 millions de ventes en 1978
167 coopératives sociétaires
15 sociétés filiales

La Coopérative Fédérée de Québec a été fondée en 1922. Elle regroupait 167 coopératives agricoles au 31 janvier 1979. Elle prolonge l'action des coopératives et des agriculteurs sur tous les marchés, au pays et à l'étranger.

La Coopérative a atteint les sommets en 1978. Les ventes et revenus s'élevèrent à \$727,6 millions. Les résultats de l'exercice sont supérieurs dans la plupart des divisions.

Près de 3 000 employés oeuvrent en 350 fonctions différentes allant de l'informatique à la comptabilité, des finances aux services administratifs, des transactions commerciales à la production industrielle.

La division des viandes

La division complète l'action des coopératives dans la production et la mise en marché du bétail et des viandes.

\$118 millions de ventes établissent un record pour cette division.

L'activité bétail-viande comprend trois entreprises: Legrade Inc., Turcotte & Turmel Inc. et la Coopérative Canadienne du Bétail. Elle groupe trois établissements d'abattage situés à Vallée-Jonction, Princeville et Bic.

La Coopérative Canadienne du Bétail est une agence de ventes à commissions sur le marché

des animaux vivants opérant à Montréal. Depuis l'automne dernier, elle opère sur le marché de l'Ouest à la suite de la fermeture du marché de l'Est. Elle a reçu 34 996 têtes de bétail au cours de l'année.

Les réceptions de boeufs et de veaux ont diminué à tous les établissements d'abattage. Toutefois, une augmentation des arrivages de porcs a été enregistrée. A Vallée-Jonction, la hausse est de 25%. Elle s'établit à 20,6% à Princeville et à 11,5% à Bic. Le nombre total de têtes abattues dans les trois établissements s'éleva à 740 601.

La division de l'aviculture

Cette division regroupe toutes les activités avicoles. Elle assure une parfaite coordination entre la production, l'incubation et l'abattage.

Elle opère quatre abattoirs, une usine d'apprêtage de la volaille, une entreprise de distribution, quatre couvoirs, une usine de décoquilage et plusieurs fermes d'élevage.

Les ventes réalisées se chiffrent à \$108,3 millions. La rentabilité est excellente. Les filiales connaissent des résultats supérieurs aux années précédentes. L'abattage a atteint les 165,5 millions de livres.

(Suite à la page 2)

André Bisson

M. Bisson est vice-président et directeur général de la Banque de Nouvelle-Ecosse pour le Québec. Il est président du Comité du Québec de l'Association des banquiers canadiens.

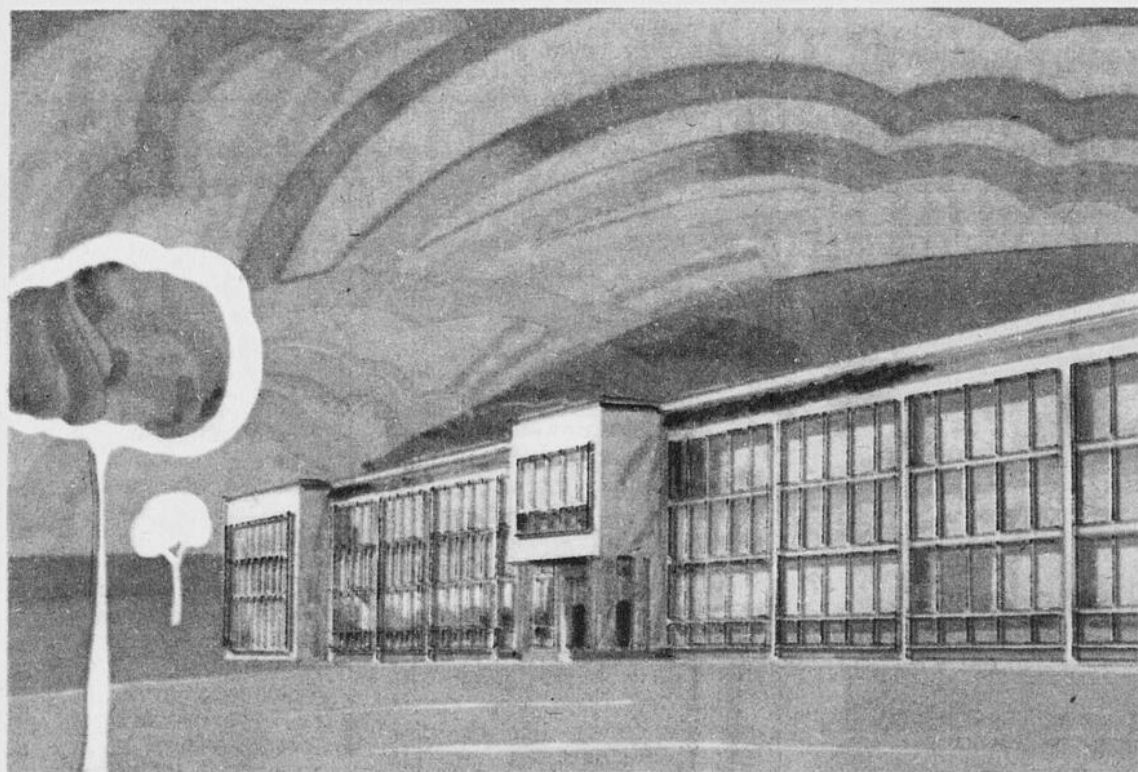
Il est membre des conseils d'administration de l'Union Canadienne, Rougier Inc., Logistec Corporation et la Cie d'Assurance contre l'Incendie du Canada.

Banquier de carrière, M. Bisson offre ses services à divers organismes. Il préside le Conseil de l'Hôpital Notre-Dame. Il est membre des conseils de Centraide, Université de Montréal, Fondation de l'Université du Québec à Montréal, Orchestre Symphonique de Montréal, Insead, Chambre de Commerce Française au Canada. Ses activités s'étendent en de nombreux autres domaines.



cette semaine

La situation économique de 1979 est plus dramatique que la crise des années 30 par Rosaire Morin	4
La pompe miraculeuse par Michel Guénard	4
Commentaires économiques Le Canada deviendra l'homme invisible du commerce international — La faiblesse des investissements dans la fabrication	5
Le mot de l'actuaire Le fonds d'indemnisation est un peu pour vous par André Nadon	7
Aide à l'industrie Des prêts aux petites entreprises selon leurs besoins	9
Situations économiques Les étudiants deviennent fonctionnaires — Exportations — Caisses populaires — Le chômage diminue en Ontario	10
Note fiscale La corporation: d'autres avantages fiscaux par Amhed Jazouli	20





Coopérative Fédérée de Québec

(Suite de la page 1)

La Coopérative Fédérée est présente dans la production, le traitement et la mise en marché des pommes de terre, des carottes, des oignons, etc.

Elle offre aux sociétés et aux producteurs un service de mise en marché sur une base de courtage et de prospection des débouchés.

Une coopérative sociétaire se spécialise dans le traitement et la mise en marché du tabac à cigares.

La division de l'industrie laitière

La division offre aux coopératives laitières un service de commercialisation des produits laitiers, un service d'aménagement et de contrôle de la productivité des usines et un service de conseiller en gestion.

Les ventes de la division

s'établissent à \$233,8 millions. Trois milliards de livres de lait ont été livrées par les sociétés coopératives.

Les ventes de beurre représentent 51 millions de livres. Les ventes de poudre de lait ont été de 137 millions de livres. Les ventes de fromage ont augmenté de 9,8% et comptent pour 51 millions de livres.

La division intensifie ses efforts pour l'exportation des produits. En 1978, elle a exporté 25,8 millions de kilogrammes de produits laitiers, soit 109,8% de plus que pendant l'exercice précédent. Les produits exportés sont, par ordre d'importance, le lait évaporé, la poudre de lait écrémé et du fromage.

La direction joue un rôle important dans l'établissement de la politique laitière. En association avec les coopératives laitières, elle

intervient auprès des gouvernements et elle coordonne nombre d'activités des organisations de producteurs de lait.

La division des fournitures professionnelles

La division approvisionne les coopératives agricoles en machines et accessoires agricoles et en produits pétroliers. Elle joue le rôle de grossiste, tandis que les coopératives agissent comme distributrices au niveau local ou régional.

Les ventes des accessoires agricoles atteignent les \$26 millions. Elles représentent une augmentation sur l'année, précédente. Le marché des alternateurs, de la clôture de ferme et de la ficelle a été à la baisse. Les produits de laiterie, de quincaillerie, de construction et les accessoires d'automobiles ont connu une augmentation de ventes.

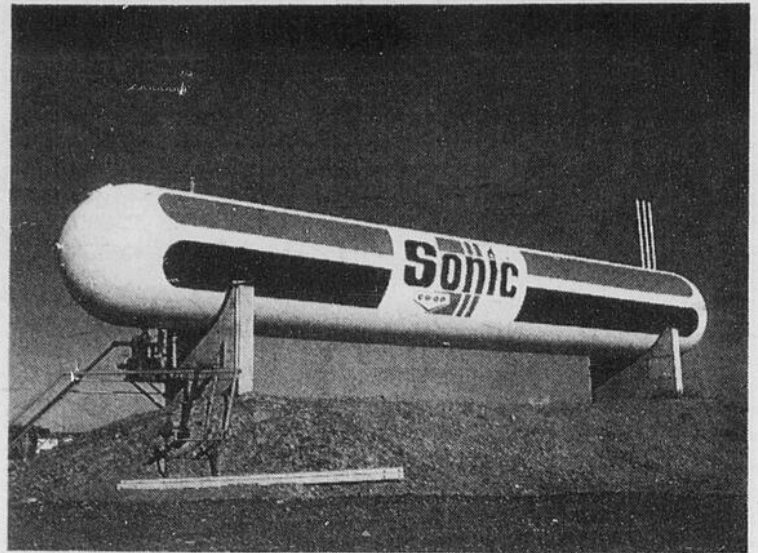
Les ventes des machines agricoles au montant de \$22,6 millions accusent une diminution de 18,5% sur les unités vendues en 1977.

Le service des pétroles institué en 1958 a rapporté \$68,2 millions de ventes. Ce service est grandement profitable aux agriculteurs. Il dessert une très forte proportion des fermes en essences variées et huile à chauffage. Il est devenu l'un des premiers distributeurs indépendants de produits pétroliers au Québec.

La division des moulées et fertilisants

La division offre aux agriculteurs toute une gamme de services reliés aux productions animales. Elle produit des aliments pour bétail laitier, porc, volaille, boeuf de boucherie et autres productions animales. Selon la demande et les besoins, elle achète les grains de provende de l'Ouest.

Elle offre aussi à ses sociétaires des programmes



complets d'élevage et d'alimentation du bétail, des porcs, des volailles, etc. Elle collabore avec les coopératives sur le plan de l'intégration des productions animales. Enfin, elle met à la disposition des agriculteurs des semences de haute qualité, un réseau de postes de mélange d'engrais chimiques, des produits de protection des cultures et des programmes de culture adéquats.

Les ventes des moulées et des fertilisants s'établissent à \$126,7 millions. Le trop-perçu est le plus élevé de l'histoire de la division. En outre, un escompte de \$822 587 a été versé aux coopératives sociétaires pour les suppléments et moulées. Un escompte de \$33 884 a été payé pour les poussins.

Les ventes du service des grains s'élèvent à \$58,3 millions. Les aliments du bétail accusent une place importante. Les ventes de suppléments et de moulées se chiffrent à \$39,2 millions. L'augmentation de 11,5% constitue un nouveau sommet. La hausse provient surtout des aliments pour les porcs dont le volume est de 25% plus élevé que l'an dernier. Le volume des aliments laitiers subit une baisse de 7%, tandis que les aliments pour les volailles enregistrent une augmentation de 5,4%. Les ventes de santé animales demeurent à la hausse.

Les ventes du service des couvoirs sont égales à celles de l'an dernier. Le volume des ventes de poussins a augmenté pour toutes les catégories d'oiseaux à l'exception des dindonneaux.

Le service des engrais chimiques enregistre une augmentation convenable en volume et en dollars. Les centres de mélange sur prescription et l'azote liquide représentent une proportion toujours à la hausse du volume total.

Les produits commercialisés de la chimie agricole affichent une hausse sur l'exercice précédent. Les gains les plus considérables ont été réalisés dans les engrais à gazon, les produits de maison et de jardin et les raticides.

Les ventes du service des

semences affichent une augmentation.

La situation financière

Le fond de roulement a augmenté de \$4,6 millions. Il s'établit maintenant à \$35,1 millions. La réserve générale s'est améliorée de \$4,3 millions et elle est de \$14,6 millions au 31 décembre dernier.

L'avoir des actionnaires atteint les \$46,5 millions, soit \$6,1 millions de croissance au cours de l'année 1978.

Une coopérative prospère

La Coopérative Fédérée s'est développée à un rythme accéléré au cours des dernières années. Elle a modernisé ses établissements. Elle a rationalisé toutes ses opérations. A tous les niveaux, elle possède des équipes d'hommes compétents et dynamiques. Elle pénètre les marchés étrangers.

La Coopérative Fédérée est un instrument irremplaçable pour les producteurs et les coopératives agricoles. Elle permet aux quelque 35 000 membres des coopératives agricoles d'accroître leur production agricole. Elle facilite le bon fonctionnement de leur établissement. Elle leur assure des débouchés pour leurs produits.

Les sociétés filiales

- Legrade Inc.
- Les Abattoirs de l'Est Limitée
- Les Elévateurs « Fédérée » Limitée
- Coopérative Canadienne du Bétail de Québec Limitée
- Les Produits Mont-Joli Ltée
- Les Semences du Québec Ltée
- Edmond Sylvain Limitée 1954
- La Cie Québec Poultry Ltée et ses filiales
- Abbotsford Poultry Farm Inc.
- Flamingo Farms Ltd.
- Centre Avicole Inc. et ses filiales.
- La Ferme Joliette Inc.
- P.A. Gouin Limitée
- Les Engrais Laprairie Limitée
- Turcotte & Turmel Inc.



CENTRE DE FORMATION
DES PROFESSIONNELS
DE LA VENTE
du Collège Marie-Victorin

VOUS NOUS CONFIEZ VOS VENDEURS NOUS FORMONS POUR VOUS DES PROFESSIONNELS;

- résolus à vivre de la vente
- capables d'affronter toutes les situations
- conscients de leur compétence

Qui apportent à votre entreprise;

- la stabilité de votre personnel de vente
- une productivité accrue
- une diminution du coût des ventes
- une meilleure relation avec la clientèle

La prochaine commence le 27 janvier.

Ecrivez ou téléphonez pour de plus amples informations;

7000 Côte-de-Liesse, Montréal, Québec H4T 1E7
Tél.: (514) 342-3710

Un mode d'épargne supérieur

Les certificats de dépôt garanti du Trust Général

- Sécurité du capital et des intérêts
- Taux d'intérêt garanti
- Taux d'intérêt élevé
- Souplesse dans le paiement des intérêts
- Aucun coût

12 1/2%

Intérêts versés annuellement.
Période de 3 ans.
Dépôt minimum \$500.

Autres certificats à autres taux pour des périodes allant de 30 jours à 5 ans

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Membre de la société d'assurance-dépôts du Canada.

Demandez le poste 2000

Sept-Îles: 968-1830	Rivière-du-loup: 862-7286	Montréal: 866-9641
Chicoutimi: 549-6490	Québec: 688-0630	Outremont: 739-3265
Alma: 668-3391	Lévis: 833-4450	Hull: 771-3227
Rimouski: 724-4106	Trois-Rivières: 379-7230	Ottawa: 238-4900

...au Québec



Aliments Da Vinci Ltée

Cette industrie alimentaire de Ville St-Laurent, investit \$650 000 dans l'agrandissement de sa fabrique de transformation de produits de charcuterie. L'entreprise a obtenu une subvention de \$88 500. Cette compagnie qui employait déjà une quarantaine d'employés créera 23 nouveaux emplois.

Béton Provincial Ltée

Cette entreprise située à Matane agrandit son usine en vue de fabriquer de nouveaux produits en béton. Un investissement de \$1 660 000 sera nécessaire et 20 nouveaux emplois seront ainsi créés.

Le Meer a accordé une subvention de \$332 000 à cet effet. Cette industrie produit déjà des tuyaux et des blocs de béton et emploie 75 personnes.

Beurrerie Lafrenière Limitée

Cette fabrique de beurre et de lait en poudre de Laverlochère dans le comté de Témiscamingue a investi \$959 000 pour l'agrandissement de son usine et fabriquera désormais des produits à tartiner. Ce projet subventionné par le Meer pour un montant de \$266 000 créera 13 nouveaux emplois.

Biscuits David

Cette société investit \$2 millions pour agrandir ses installations de la rue Hochelaga à Montréal. Cette mise de fonds permettra la construction d'un entrepôt au coût de \$1,5 million et la modernisation de l'équipement de production de l'usine. Ce nouvel entrepôt permettra d'augmenter la production et facilitera la distribution des produits et le service à la clientèle.

Burroughs Business Machines Ltd

Cette société construit une imprimerie au coût de \$1,6 million à Brossard.

Cette entreprise produira des chèques personnalisés qui sont actuellement imprimés à l'usine de Greenfield Park.

D'une superficie de 27 000 pi.car., l'usine de Brossard sera complétée pour juillet 1980. Soulignons que Burroughs s'est vu octroyer la fourniture exclusive d'équipement et de matériel de cerveau électronique par 45 CEGEP de la province de Québec.

Caprice Hosiery Canada Limited

Une nouvelle industrie verra

le jour à Louiseville. Cette entreprise emploiera 163 personnes et fabriquera des bas collants. Caprice Hosiery devra investir \$1 783 000 pour la réalisation de ce projet et recevra une subvention de \$678 000 du Meer.



Ciments Canada Lafarge Ltée

Francon, la division construction de ciments Canada Lafarge Ltée au Québec, a signé en entreprise conjointe avec Louis Donolo Inc. un contrat d'une valeur de 70 millions de dollars avec la Communauté Urbaine de Montréal.

Le contrat comprend la construction de la phase principale de l'usine d'épuration d'eau et de la station de pompage devant desservir l'île de Montréal. Les travaux débuteront immédiatement.

Cusco Industries Ltée

Une nouvelle usine de système de dégivrage électronique sera construite au coût de \$151 300. Cusco Industries qui fabrique déjà des panneaux de contrôle électrique et électronique a obtenu une subvention de \$22 695 du Meer afin de l'aider dans la réalisation de ce projet. 9 nouveaux emplois seront créés, portant le nombre de ses effectifs à une cinquantaine de personnes.

Demuth Products (Canada)

Ce fabricant de toits, et quincaillerie, de désileuses pour silos, de vis à grain, de silos à grain, agrandira son usine située à St-Pie en vue d'y produire des coffres à grain et des déchargeurs de silos. La réalisation de ce projet demandera un investissement de \$180 000 et créera 15 nouveaux emplois.

Distributions Quimpex Ltée

Des pièces de rechange de motoneige seront fabriquées à Drummondville par les Distributions Quimpex. Cette nouvelle industrie emploiera 29 personnes. Une subvention de \$117 500 du Meer aidera cette compagnie qui devra investir un montant total de \$470 000.

Dominion Bridge Co. Ltd

Cette société a obtenu le contrat pour la construction du pont enjambant la rivière Madawaska à Arnprior, Ontario.

Ce contrat comprend la fourniture du matériel d'acier

Entreprises Bussièrès

M. René Bussièrès, président des Entreprises Bussièrès de Québec, comprenant déjà Bellechasse Transport, Rimouski Transport et Speedway Express, peut maintenant ajouter à sa collection Overnite Express, une société bénéficiant d'un fort rayonnement en Ontario dont il vient de faire l'acquisition. M. Bussièrès (au centre) est ici en compagnie de Madame Noël, femme du fondateur d'Overnite Express, de Hull, et de M. Ronald Noël, fils du fondateur, qui demeurera directeur général de l'entreprise.



nécessaire ainsi que l'érection de ce pont; les travaux sont évalués à environ \$1,3 million et devront être complétés au cours du mois de décembre 1979.

Emballages Cascades Inc.

Les Emballages Cascades de Victoriaville agrandiront leur usine de fabrication de boîtes en carton et créeront ainsi 10 nouveaux emplois. Le coût de ce projet est estimé à \$475 000.

Pavages Portneuf

Cette société, propriété des frères Savard de St-Marc-des-Carières, procède à une expansion de ses installations dans le domaine du béton par l'implantation d'une nouvelle usine de fabrication de béton

dans la cité de Trois-Rivières qui sera connue sous le nom Les Bétons Laviolette.

Cette usine dont les travaux de construction sont déjà mis en marche depuis quelques semaines, nécessitera un investissement de plus de \$500 000.

Prévost Car Inc.

Prévost Car construit une nouvelle bâtisse de 700 000 pi.car. La modernisation et l'addition de nouveaux équipements coûteront \$6 millions.

Afin de réaliser cette modernisation, Prévost Car a fait l'acquisition de terrains d'une superficie de 1 400 000 pi.car. à l'entrée de la localité de Ste-Claire de Dorchester. Suite à cette expansion la société augmentera la production d'autobus luxueux de 120 à environ 200 autobus par année

et elle embauchera de 125 à 150 nouvelles personnes.

Roland Boulangier & Cie Ltée

Cette société modernisera les installations de son usine de Warwick au coût de \$875 000; les travaux s'étaleront sur une période de 24 mois et ils comprendront le remplacement de pièces d'équipement et l'ajout de certaines machines.

Spécialisée dans la fabrication de portes, de moulures et d'éléments de huisserie de pin, la société augmentera sa productivité et sa capacité de production suite à cette modernisation.

Le MEER a facilité la réalisation de ce projet par une contribution de \$175 000.

Le journal des AFFAIRES

VOUS OFFRE CHAQUE SEMAINE

- le profil d'une entreprise qui réussit
- des commentaires économiques
- un programme d'aide à l'entreprise
- l'inventaire des revues d'économie
- l'analyse du marché boursier
- la recommandation d'obligations
- le mot de l'actuaire
- la situation économique
- les entreprises qui se développent
- à travers le monde
- les nouvelles des entreprises
- la gestion d'une entreprise

Un magazine gratuit

Des heures de lecture agréable avec SIC, le magazine des Affaires, offert gratuitement à tous les abonnés du journal.

3 suppléments gratuits

Trois dossiers économiques vous parviennent chaque année: finance et développement, le développement industriel, le vrai visage du gouvernement.

NE TARDEZ PAS. Postez votre abonnement dès ce jour.

\$16.00 pour 55 numéros. \$25.00 pour 100 numéros.

— DECOUPEZ —

- Nouvel abonné
 Renouvellement, numéro _____
 Ci-joint mon chèque

Le Journal des Affaires
385 boul. Lebeau
St-Laurent H4N 1S2

Entreprise
Nom
Fonction Profession
Adresse
Ville Code postal
Type d'entreprise

éditorial

La situation économique de 1979 est plus dramatique que la crise des années 30

Mes parents ont connu la dramatique crise des années 30. Ils vivaient à la campagne. Leur terre de roche produisait patates, navets, tomates et autres légumes. Des réserves accumulées dans la cave leur assuraient l'hivernage. La récolte de deux pommiers était transformée en compotes et confitures.

La maman et la grand-maman tricotaient des chandails, des bonnets, des bas et des mitaines avec la laine des moutons qu'elle avait cardée et filée. Leurs robes n'étaient pas de soie. Les culottes d'étoffe que nous portions ne venaient pas de chez Eaton. Nos souliers, lorsque nous en avions, n'étaient pas si sophistiqués qu'ils le sont aujourd'hui. Pourtant, nous étions heureux sous un toit rustique, auprès d'un poêle de bois qui pétillait joliment les soirs de tempête de neige.

Si la sécurité sociale n'existait pas

Aujourd'hui, dans le luxe et le confort, nous vivons avec anxiété. L'inquiétude est monnaie courante. Le mécontentement l'est davantage. Toutes les transformations accomplies depuis 50 ans n'ont pas rendu l'homme plus heureux que jadis. Dans une période d'abondance, entouré de richesses incalculables, on se demande si notre condition économique est supérieure en 1979 à celle qu'ont connue nos pères en 1931.

Aujourd'hui au Québec, si l'aide sociale prodiguée par l'État disparaissait demain matin, comment vivraient les 400 000 personnes à qui des prestations sont versées?

Si l'assurance-chômage n'avait pas été inventée, comment vivraient les 275 000 chômeurs québécois?

Si les pensions de vieillesse, d'orphelins, d'invalidité et autres n'existaient pas, comment vivraient les 225 000 bénéficiaires de ces allocations?

Si les foyers nourriciers étaient fermés demain matin, comment vivraient les 22 000 enfants qui y habitent?

Cette sécurité sociale que nous avons bâtie pour protéger les démunis, les défavorisés et les vieillards évite seule une crise qui serait plus dramatique que celle des années 30.

Et notre capacité de payer?

Notre économie est-elle si puissante pour garantir la permanence de l'assistance sociale implantée au pays du Québec? Nos entreprises sont-elles si rentables qu'elles peuvent acquitter annuellement les milliards de dollars que le régime social leur impose?

Oublie-t-on que plus de 400 mesures d'assistance technique et financière ont dû être établies pour aider à la survivance des industries et des commerces? Sait-on que le coût de ces aides au développement des entreprises nécessite déjà des milliards de dollars que les gouvernements canadien et québécois investissent chaque année? Si ces programmes subventionnés étaient supprimés demain matin, combien d'entreprises fermeraient leurs portes à brève échéance? Qu'advierait-il de ces milliers de travailleurs transformés en chômeurs?

Pour soutenir tout le régime établi aux frais des travailleurs, nos gouvernants s'endettent exagérément. Ils doivent déjà plus de \$60 milliards. Personne ne se demande comment ces obligations seront payées. Le seront-elles un jour?

Des nuances à l'horizon

D'autres problèmes assombrissent l'horizon. L'économie américaine ralentit. L'inflation est galopante. La flambée des prix du pétrole est inquiétante. Les réserves énergétiques diminuent. L'instabilité des taux d'échange bouleverse l'économie. La distorsion des richesses grandit. Les interventions gouvernementales se multiplient.

Jusqu'où pourra-t-on taxer pour redistribuer les revenus? Une meilleure allocation des ressources ne fait que cacher les véritables problèmes d'une société économiquement malade dont les dirigeants ne parlent que de politique et de constitution.

Prévoir l'avenir

La réalité dramatique de notre situation économique commande des transformations radicales aux structures patentées dont la fragilité est évidente. Des efforts immenses doivent être consentis pour réduire les risques inutiles pendant qu'il en est encore temps. Nos gouvernements doivent savoir où s'arrêter dans la spirale des dépenses publiques. Nos gouvernants doivent quitter les sentiers qui nous ont conduits à la pente dangereuse vers laquelle nous glissons.

Les Québécois, tous les Québécois, doivent se donner la main pour la réalisation d'un programme global de développement. Les priorités de l'avenir doivent être définies avec précision. Les étapes de réalisation doivent être déterminées. Les moyens à mettre en oeuvre doivent être connus. Sans une claire vision de l'avenir, nous continuerons à vivre au jour le jour et à distribuer les cataplasmes de gauche à droite.

Rosaire Morin

La pompe miraculeuse



Michel Guénard
Economiste, correspondant
parlementaire à Ottawa

— Depuis cinq ans, le gouvernement fédéral accumule les déficits budgétaires à une allure faramineuse: \$39 milliards dans le rouge sans compter les \$12 milliards qu'on nous annonce pour l'année fiscale en cours. "Et pendant ce temps-là," comme aimait à le chanter le poète, les administrations provinciales font voir fièrement des surplus de \$2 milliards. Visiblement, nous sommes agrippés à une mauvaise tangente historique et avant qu'Ottawa joue les gueux et tende l'es-carcelle l'on se doit de donner

un sérieux coup de barre à la fiscalité canadienne. Le renchérissement des hydrocarbures a siphonné la trésorerie fédérale au profit des provinces productrices d'autant plus qu'Ottawa a dû assumer seul le fardeau des paiements de compensations aux provinces consommatrices. L'ère des Bons Samaritains a pris fin avec la récente rencontre des premiers ministres au 24 rue Sussex. Le déjeuner d'État n'a pas, entre la poire et le fromage, permis la réalisation du consensus escompté. Le maître de

Queen's Park, qui doit affronter l'électorat ontarien sous peu, ne pouvant jeter la serviette avant l'échéance inéluctable. Mais qu'à ce la ne tienne, M. Clark pouvait toujours se targuer d'avoir isolé complètement l'Ontario, seul gêneur, dans ce concerto à dix vers une hausse du baril domestique.

Coup double

Les journalistes de la scène fédérale ont été médusés à la lecture des multiples documents techniques préparés par le ministère fédéral de l'E-

nergie. Une sorte de concertation implicite existait entre le teneur et le ton de cette littérature bureaucratique et les vues exprimées par le sheik de l'Alberta, Peter Lougheed. Souvent, avait-on fait remarquer à la presse parlementaire, les seuls spécialistes de la scène pétrolière sont des Albertains... tant à Calgary que dans les ministères d'Ottawa. Cette belle identité de vue a été confirmée par les "briefings" du ministère dont la connivence d'idée avec les autorités d'Edmonton sentait le pétrole à plein nez. Si M. Clark élabore ses politiques énergétiques en se référant aux mémorandums préparés par M. Hnatyshyn et ses acolytes alors on est en droit de se demander comment il se fait

que le litre ne se négocie pas déjà \$1 à la pompe.

Mais il ne fallait pas être Hercule Poirot pour deviner le genre de coup double que s'appropriait à nous servir M. Clark. D'une part, satisfaire les réclamations tonitruantes de l'Alberta qui ne jure que par la formule de Chicago où le baril canadien s'alignerait à 90% du prix américain (\$18,72). D'autre part, atteindre l'auto-suffisance énergétique aux horizons de 1990 en investissant massivement dans la mise en exploitation des huiles lourdes et autres sables bitumineux de l'Alberta septentrionale.

La prébende

Tout ça couvrait derrière la
(Suite à la page 11)

commentaires économiques

Le Canada doit subventionner la recherche ou il deviendra l'homme invisible du commerce international

Walter F. Light,
président et chef de la direction
de Northern Telecom Limitée

Les gouvernements du Canada doivent pourvoir à ce que toutes les entreprises canadiennes soient sur un pied d'égalité avec leurs concurrents étrangers sur les marchés internationaux, avec les mêmes avantages pour ce qui est de la taille industrielle et du support de l'Etat, déclarait récemment le président et chef de la direction de Northern Telecom Limitée, M. Walter F. Light.

Les gouvernements étrangers subventionnent

"Depuis cinq ans, il est devenu évident à ceux d'entre nous qui luttent dans l'arène internationale que, durant les années 80, les marchés mondiaux seront peuplés d'entreprises étrangères subventionnées par leurs gouvernements, souvent dirigées par eux et bénéficiant de la sécurité financière que procure un marché intérieur fermé," a déclaré M. Light.

Le Canada importe

Le Canada a importé des Etats-Unis les théories relatives aux consommateurs et à la concurrence, mais "il l'a fait sans s'être véritablement interrogé, par exemple, sur la validité d'une théorie de la concurrence conçue pour un pays de 225 millions d'habitants appliquée à un pays qui n'en compte que 23 millions... Ce qui est bon pour les Etats-Unis ne l'est pas nécessairement pour le Canada, et cette affirmation ne peut être plus vraie dans le domaine de la théorie de la concurrence".

La taille des entreprises

Tandis que le Canada semble vouloir réduire la taille industrielle des entreprises canadiennes, d'autres Etats ont adopté des politiques destinées à favoriser l'établissement d'entreprises et d'organisations de plus en plus vastes.

"Ces Etats se sont rendu compte que les entreprises commerciales qui portent leurs couleurs sur les marchés internationaux doivent avoir une assise interne solide et être d'une taille suffisante pour pouvoir rivaliser efficacement avec les géants de l'industrie. Si le Canada doit jouer un rôle de premier plan dans le commerce extérieur, il lui faut encourager la fondation d'entreprises, ou de consortium, d'une taille industrielle assez vaste pour poser une concurrence active aux plus grandes entreprises sur les marchés mondiaux," a affirmé M. Light.

L'aide des gouvernements

Citant un autre exemple, M. Light a fait remarquer que, selon des chiffres établis par Northern Telecom, l'aide de l'Etat à la recherche et au développement industrielle atteint jusqu'à 90% au Japon, 80% en Allemagne fédérale, 60% en France et aux Etats-Unis, 50% au Royaume-Uni et 45% en Suède, comparativement avec seulement 12% au Canada (dégrèvements fiscaux non compris).

Les répercussions inévitables

"Les avantages qu'apportent à nos concurrents internationaux des niveaux aussi élevés de subventions gouvernementales au R et D peuvent avoir un effet désastreux sur la concurrence des entreprises canadiennes dans les marchés mondiaux, quelles que soient leur efficacité ou la supériorité de leur produit et de leur technologie," a soutenu M. Light.

Recherche ou dépendance

Le pourcentage relativement bas de l'aide actuelle du gouvernement canadien au R et D porte à croire que, dans l'avenir, nous pourrions être forcés d'acheter notre technologie du Japon, de l'Europe et des Etats-Unis, qui ont tous reconnu l'importance de la souveraineté technologique dans le domaine de l'électronique.

Les entreprises et les gouvernements du Canada doivent apprendre à oeuvrer ensemble, à se mettre d'accord sur les priorités, les marchés clefs à pénétrer et l'établissement d'un programme de financement du commerce international, ce qui permettra aux entreprises canadiennes d'égaliser leurs concurrents internationaux les plus dynamiques qui jouissent de l'appui de leurs gouvernements.

Sans cet accord, nos marchés intérieurs seront de plus en plus dominés par des entreprises et des technologies étrangères, comme cela s'est déjà produit dans le secteur des téléviseurs et des ordinateurs, et les entreprises canadiennes verront de plus en plus de portes se fermer sur les marchés mondiaux. "Nous deviendrons l'homme invisible du commerce international," a déclaré M. Light.

Ciments Canada Lafarge Ltée Communiqué



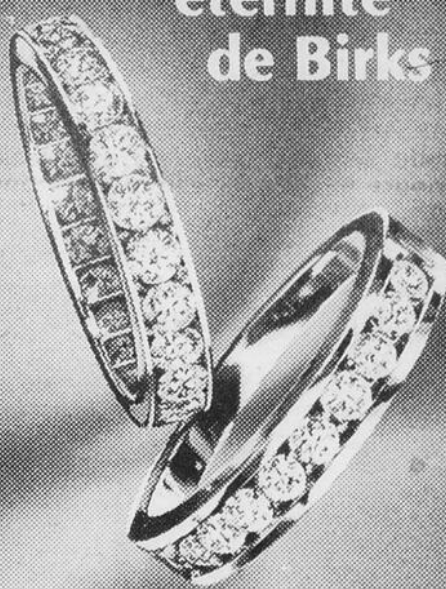
Patrick J.J. Rich



Samuel M. Kinney, Jr.

Ciments Canada Lafarge Ltée annonce la nomination de deux nouveaux administrateurs, M. Patrick J.J. Rich de Montréal (Québec) et de M. Samuel M. Kinney, Jr. de Westfield (New Jersey). M. Rich est vice-président directeur général de zone (hémisphère occidental) de la compagnie Alcan Aluminium Ltée, ainsi que président et chef de la direction de Aluminium Canada, Ltée. M. Kinney, Jr., industriel, est l'ancien vice-président de Union Camp Corporation, et administrateur de plusieurs compagnies américaines.

Une bague éternité de Birks



Vous vivez une merveilleuse période de votre vie. Celle où les souvenirs s'estompent en douceur et où les lendemains s'annoncent plus exaltants que jamais.

Une bague éternité de Birks souligne les événements heureux qui ont jalonné votre vie. Cet anneau d'or ou de platine est serti de diamants. Pour un anniversaire de naissance, de mariage ou pour marquer une date mémorable.

Cette bague dit surtout votre amour et votre attachement indéfectible; elle le dit en beauté!

Autres modèles à partir de \$650.

BIRKS
JOAILLIERS



Le Conference Board au Canada

Le Québec en dernière place pour la croissance de la production

Le Bulletin de l'organisme note que la croissance du produit intérieur réel du Québec "a été comparable à celle de l'Ontario en 1978." Au cours de la présente année, le taux de croissance du Québec atteindrait 3 pour cent; l'Ontario devra se contenter d'un taux approximatif à 2 pour cent.

Selon les prévisions du Conference Board, le Québec "passerait l'an prochain de la quatrième à la dernière place parmi les provinces," pour le taux de croissance réelle de la production. Le taux affiché sera inférieur à un demi pour cent.

Des réductions de production sont prévues dans la fabrication et dans l'exploitation forestière. Aucune reprise n'est prévue dans l'industrie de la construction. Les programmes d'austérité du gouvernement limiteront l'expansion économique. Telles sont les conclusions exposées par le Conference Board.

résultats financiers

Brenda Mines Ltd.

Pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre, cette entreprise annonce qu'elle a doublé ses profits, soit de \$9,4 millions ou \$2,20 l'action à \$18,8 millions ou de \$4,38 l'action.

Canadian Corporate Management Ltd.

Cette société annonce des bénéfices de \$3,7 millions ou

de \$1,67 par action comparativement à \$3,6 millions ou \$1,63 l'action au cours du troisième trimestre se terminant le 30 septembre 1979.

Les revenus de cette période sont passés de \$89,8 millions à \$103 millions.

Canada Packers Ltd.

Cette société réalise des bénéfices de \$24,5 millions ou de \$4,08 par action comparativement à des profits de \$2,6

millions ou de \$0,43 l'action lors de la même période l'année précédente, pour le semestre se terminant le 29 septembre 1979.

Les ventes ont augmenté sensiblement passant de \$995,4 millions à \$1,36 milliard au cours de cette période.

Dominion Bridge Ltd.

Pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre, cette société dévoile des

bénéfices de \$32,7 millions ou de \$2,98 l'action par rapport à \$23,1 millions ou \$2,17 par action au cours de la même période l'année précédente.

Les revenus généraux se chiffrent à \$679 millions comparativement à \$636 millions au cours de cette période l'année précédente.

Dofasco

Dominion Foundries & Steel Ltd. annonce des bénéfices de \$36,2 millions ou de \$2,09 l'action par rapport à \$23,6 mil-

lions ou de \$1,34 par action pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre.

Pour la période de neuf mois, les bénéfices totalisent \$101,9 millions ou \$5,87 l'action, comparativement à \$64,7 millions ou \$3,66 par action lors de cette période de neuf mois l'année précédente.

Les ventes se chiffrent à \$351,3 millions pour le trimestre et à \$1,08 milliard pour les neuf mois, comparativement à \$285 millions et \$799,1 millions respectivement l'année précédente.

Goodyear Canada Inc.

Les bénéfices de cette société se chiffrent à \$12,3 millions ou \$4,75 l'action par rapport à \$6,3 millions ou \$2,41 par action l'année précédente, lors de la période de neuf mois se terminant le 30 septembre.

Les ventes se chiffrent à \$352,7 millions comparativement à \$280,6 millions au cours de la même période de l'exercice précédent.

Hudson Bay Mining And Smelting Co. Ltd.

Pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 1979, cette société annonce des bénéfices de \$21,7 millions ou de \$2,15 l'action comparativement à des profits de \$3,7 millions ou de \$0,36 par action au cours de la même période lors de l'exercice précédent.

Les ventes se sont accrues de \$363,3 millions à \$486,7 millions au cours de la même période.

Imperial Oil Ltd.

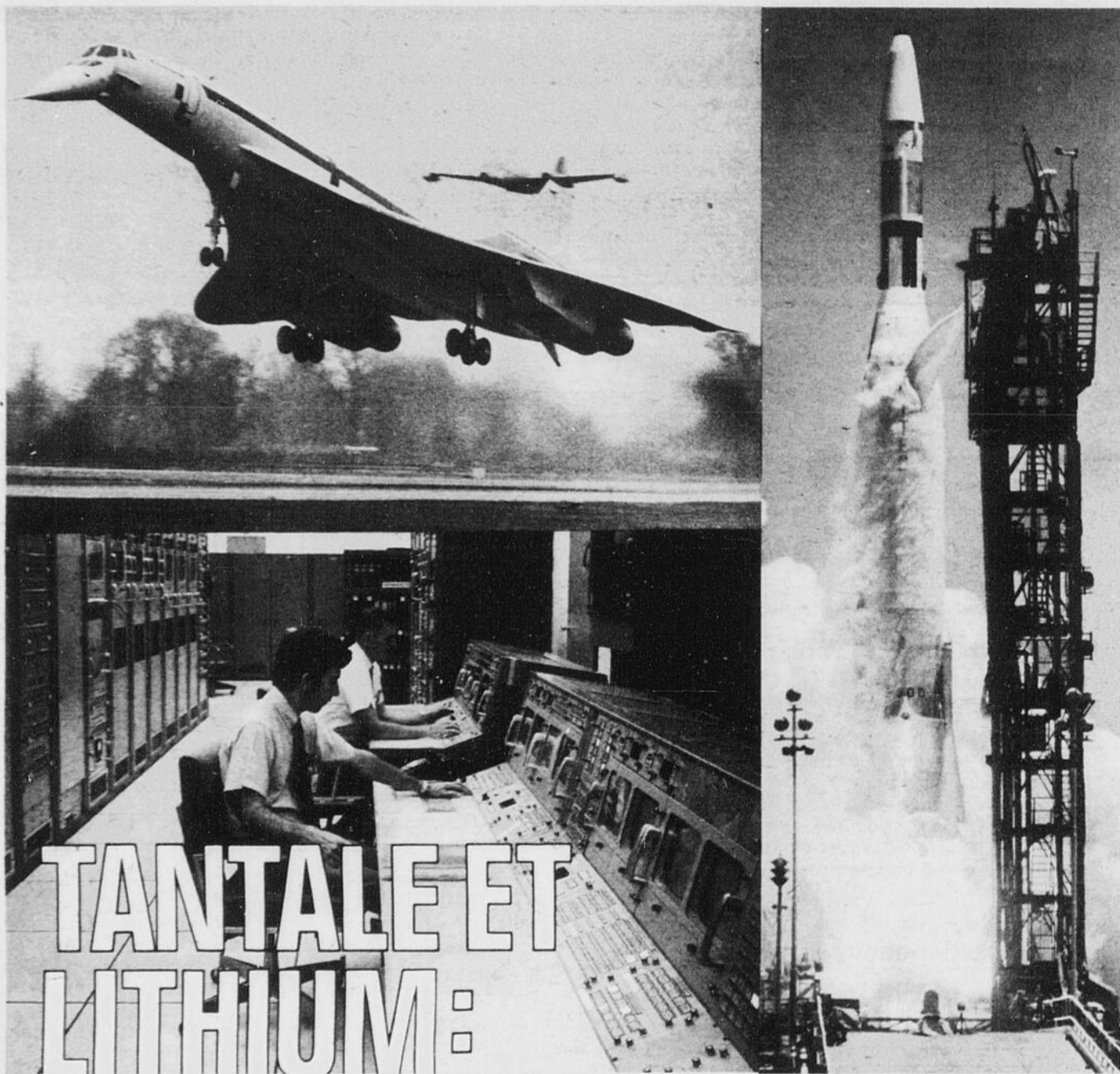
Cette société a dévoilé récemment des bénéfices de \$331 millions ou \$2,54 l'action comparativement à \$224 millions ou \$1,72 par action pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 1979.

Les ventes se chiffrent à \$4,75 milliards par rapport à \$4,07 milliards lors de la même période lors de l'exercice financier précédent.

Shell Canada Ltd.

Cette société annonce des bénéfices de \$162,3 millions ou \$1,62 l'action pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 1979, comparativement à des profits de \$105 millions ou de \$1,05 par action lors de la même période l'année antérieure.

Les ventes ont atteint la somme de \$2,47 milliards par rapport à \$1,95 milliard lors de la même période de l'exercice financier précédent. La vente des produits pétroliers s'est accrue de 8% tandis que celle des produits chimiques a augmenté de 25%.



TANTALE ET LITHIUM:

Notre nouveau domaine de croissance

Hudson Bay Mining possède maintenant une participation importante dans la compagnie minière Tantalum Mining Corporation of Canada au lac Bernic, près de la frontière qui sépare l'Ontario du Manitoba. En plus du tantale, cette mine a de grosses réserves de lithium qui n'ont pas encore été exploitées. Le tantale et le lithium sont deux métaux utilisés dans les ordinateurs électroniques et pour nombre d'autres applications technologiques de l'ère spatiale.

Ce placement prouve encore une fois combien nous sommes déterminés à assurer notre croissance dans le domaine des ressources naturelles.



À la recherche de nouvelles opportunités

HUDSON BAY MINING AND SMELTING CO., LIMITED

P.O. Box 28, Toronto-Dominion Centre, Toronto, Ontario M5K 1B8



le mot de l'actuaire

André Nadon, F.S.A., F.I.C.A.,
actuaire
Blondeau & Compagnie

Le fonds d'indemnisation est un peu pour vous

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'assurance automobile, le 1er mars 1978, on peut se demander quelle est l'utilité du Fonds d'indemnisation automobile du Québec. Ce fonds est financé par la Régie de l'assurance automobile et remplace le fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile qui,

lui, était géré par les assureurs privés.

Aujourd'hui, pratiquement toutes les victimes de dommages corporels causés par une automobile sont indemnisées par la Régie de l'assurance automobile. De plus, la Loi impose à tout propriétaire d'une automobile circulant sur les routes du Québec l'obliga-

tion de détenir un contrat d'assurance responsabilité pour dommages matériels pour un montant d'au moins \$50,000.

Malgré tout, il existe encore certaines victimes susceptibles de se retrouver sans indemnisation pour les dommages subis au Québec par la faute d'un tiers. Prenons comme exemple la situation

suivante: Par un bel après-midi d'hiver, vous vous promenez tranquillement en ski de fond et soudainement, surgit un motoneigiste imprudent qui a décidé d'emprunter ce sentier qui lui est pourtant interdit. Une collision survient et un membre de votre groupe est grièvement blessé. La victime veut être dédommée pour les blessures subies. Elle fait les demandes requises et obtient un jugement en sa faveur contre le motoneigiste. Cependant, celui-ci n'est pas protégé par un con-

trat d'assurance et n'est pas solvable. Dans une telle situation, la victime peut faire appel au Fonds d'indemnisation dans un délai d'un an à compter de la date où le jugement est connu. Les indemnités sont versées jusqu'à concurrence d'un montant total de \$50,000 par accident. A ce montant s'ajoutent, s'il y a lieu, les intérêts et les frais judiciaires.

Imaginons maintenant une autre situation qui, elle, se présente beaucoup plus fréquemment. Vous stationnez votre automobile normalement dans une rue de la ville avant de vous rendre au cinéma. A la sortie, vous vous rendez compte qu'un autre véhicule a endommagé tout un côté de votre automobile et que le conducteur n'a pas laissé d'adresse. Les dommages sont considérables et vous n'êtes pas assuré pour vos propres dommages. Vous faites appel à la police qui prépare un rapport et recherche le coupable. Si on ne peut retrouver celui-ci, vous pouvez alors faire appel au Fonds d'indemnisation automobile du Québec. Dans une situation semblable il faut noter, cependant, que vous devez faire parvenir votre demande dans un délai de 90 jours à compter de la date de l'accident. Pour tous les dommages matériels il existe une franchise de \$250. Par conséquent, si les dommages sont inférieurs à \$250, inutile de faire appel au Fonds, et s'ils sont supérieurs à ce montant, vous devrez acquitter les premiers \$250.

Accidents survenus avant le 1er mars 1978

Peut-être avez-vous été victime d'un accident avant le 1er mars 1978 et vous attendez un jugement en votre faveur pour récupérer les pertes que vous avez subies. Lorsque vous obtiendrez ce jugement, si le responsable n'était pas suffisamment assuré lors de l'accident et s'il est insolvable, vous pouvez encore faire appel au Fonds d'indemnisation. Il se peut que vous ayez déjà soumis votre demande au Fonds; dans ce cas, vous n'avez qu'à faire parvenir une copie du jugement pour obtenir votre remboursement. Dans le cas contraire, vous devrez leur faire parvenir tous les détails concernant cet accident.

En ce qui concerne les accidents survenus avant le 1er mars 1978, la limite statutaire payable est alors de \$35,000 par accident. Une franchise de \$200 s'applique dans le cas de dommages matériels.

Qu'advient-il du responsable de l'accident?

Evidemment, si le responsa-



Un seul hôtel au centre-ville de Toronto est un paradis de verdure. Même en hiver.

C'est le bijou du lac Ontario, situé à la naissance du centre-ville de Toronto. Il est sans conteste l'hôtel le plus luxueux de la ville, à deux pas du quartier des affaires, des spectacles et des grands magasins. Un service gratuit d'autobus limousiné vous y emmène toutes les 15 minutes.

De chacune de nos grandes chambres, vous avez une vue imprenable sur le lac, le port, le parc de l'hôtel et sur l'île de Toronto.

Vous avez aussi la radio et le téléphone dans la salle de bains, le cinéma en circuit-fermé sur l'écran de votre télé-couleur et le journal du matin gratuit.

Nos huit salons et restaurants sont bien connus à Toronto. Au somptueux Châteauneuf, vous pouvez déguster des plats exquis dans

un décor des plus somptueux. Le Poséidon sert des fruits de mer d'excellente qualité et le Lighthouse vous offre une vue



panoramique de Toronto.

Il y a également un gymnase très bien équipé, une piscine intérieure et un bain-tourbillon, des saunas, une piste de jogging, des courts de balle au mur et même un salon de massage.

Nous offrons aussi à l'homme d'affaires tout ce dont il peut avoir besoin, depuis un service complet de secrétariat jusqu'à un centre de congrès adjacent à l'hôtel qui peut recevoir jusqu'à 3,500 personnes.

Il serait également bon de noter que nous sommes l'hôtel du centre-ville le plus rapidement accessible depuis l'aéroport. Sans oublier notre Plan familial: les enfants ne paient pas, quel que soit leur âge.

Le Hilton Harbour Castle de Toronto. Il n'a pas son pareil à Toronto.



Le Toronto Harbour Castle Hilton

Pour réserver, communiquez avec votre agent de voyages, n'importe quel hôtel Hilton ou du CN ou avec le service de réservations Hilton.

(Suite à la page 13)

...au Canada

Texaco Canada et l'université de Guelph

L'entreprise conjointe de production de légumes, annoncée par Texaco Canada et l'université de Guelph, pourrait devenir le prototype d'un changement significatif aux modes de production alimentaire au Canada, au dire du directeur de l'entreprise, le professeur Herman Tiessen.

L'entreprise à l'échelle commerciale affectera la faible chaleur perdue de la raffinerie de Texaco Canada, à Nanticoke, Ontario, à la production de légumes durant l'hiver.

Les répercussions de l'entreprise pourraient englober une réduction du déficit commercial du Canada et minimiser l'escalade du coût des légumes à salades durant l'hiver pour les consommateurs canadiens. Ce résultat procéderait d'un plus fort pourcentage de production de légumes d'hiver en serres canadiennes, affirme le professeur Tiessen, du département de science horticole à Guelph.

La production à l'extérieur de légumes à salades au Canada est considérablement restreinte pendant quatre mois de l'année, alors que les produits sont importés pour la plupart durant le reste de l'année. Des petites quantités sont produites en serres pendant les huit autres mois. Actuellement, plus de 80 pour cent des tomates de mort-saison consommées au Canada sont importées. En raison de l'escalade des prix de l'énergie, les frais de transport et de chauffage augmentent prodigieusement. L'on estime qu'aujourd'hui les frais de chauffage pour le cultivateur forment environ 40 pour cent du coût total de production de légumes en serres dans le sud de l'Ontario. Ce pourcentage sera susceptibles d'augmenter de manière phénoménale pour les serres ordinaires par suite d'autres augmentations des prix de l'énergie.

Le professeur Tiessen souligne que les établissements industriels de l'Ontario dissipent d'énormes quantités de chaleur perdue, et que l'entreprise conjointe Texaco-université de Guelph explorera la praticabilité commerciale d'exploiter cette chaleur pour produire des légumes. L'entreprise vise à profiter au cultivateur et au consommateur.

La chaleur disponible à la seule raffinerie de Texaco à Nanticoke chaufferait environ 100 acres de serres, selon le professeur Tiessen. L'utilisation de seulement une fraction du total de la chaleur perdue disponible de par le Canada pourrait accroître sensiblement la production de légumes.

Etant donné que la raffinerie

de Texaco, à Nanticoke, est nouvelle et extrêmement efficace, elle engendre moins de chaleur perdue que la plupart des raffineries plus anciennes. Par conséquent, si l'expérience se révèle fructueuse à la raffinerie de Nanticoke, la participation de raffineries qui engendrent de plus grandes quantités de chaleur perdue serait significative.

Si l'entreprise de recherche de Texaco-université de Guelph démontre que cette

production est possible, l'on devra mettre au point des modes de commercialisation qui profiteront aux consommateurs et aux producteurs. L'impact sur les producteurs commerciaux actuellement en affaires devra être pris en considération, souligne le professeur Tiessen.

La mise au point de ce genre de technologie pourrait à l'avenir aider les cultivateurs dans la période de transition entre l'utilisation de sources

d'énergie habituelles et l'usage d'énergie perdue en vue de réduire leurs frais de production.

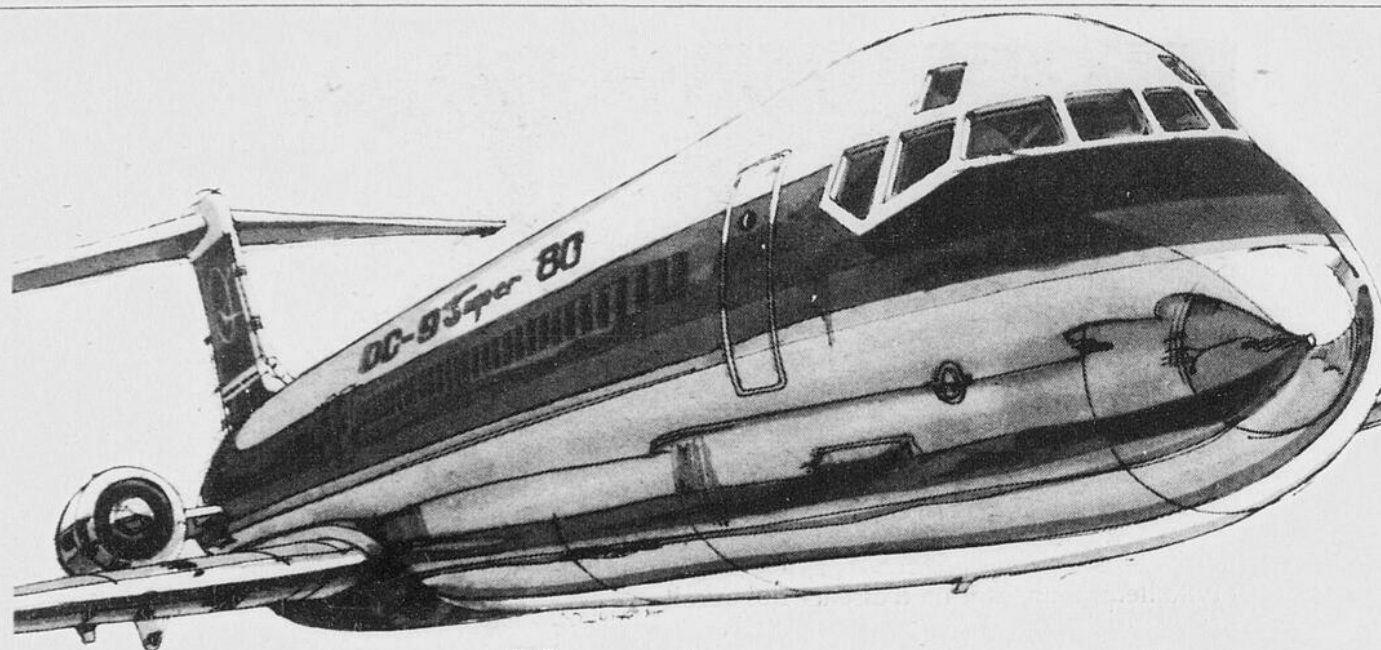
Canada et dont la moitié sera destinée à l'Ontario.

Ces projets de rénovation concernent principalement l'usine de transmissions de Windsor ainsi que les installations de Ste-Catharines où la production de moteurs V-8 sera transformée en production de moteurs V-6; cette réorientation permettra la création de 3 300 nouveaux emplois et réduira le déficit canadien de l'automobile de l'ordre de \$350 millions.



General Motors of America

General Motors a dévoilé récemment un plan quadriennal d'investissement de l'ordre de \$2 milliards dans le but de moderniser et de transformer ses installations au



Un avion qui augmente la valeur des propriétés.

Des idées d'envergure

Voilà une affirmation remarquable.

Mais notre nouveau DC-9 Super 80 est un avion remarquablement silencieux. Quand il décollera ou atterrira, la zone de niveau sonore élevé autour de l'aéroport sera un cinquième de celle produite par les avions contemporains de la même catégorie. Avec moins de bruit, les maisons près des aéroports sont plus appréciées. Elles prennent de la valeur.

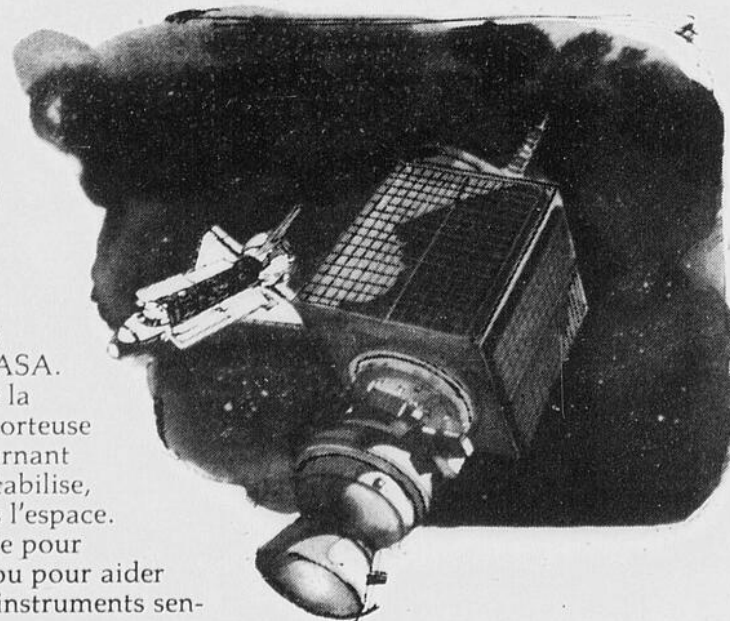
Le Super 80 sera aussi remarquablement économique. Il utilisera moins de carburant par passager que tout autre avion de ligne à réaction à carlingue standard. Et il offrira un confort surprenant: les fauteuils du Super 80 seront aussi larges que ceux des avions gros-porteurs.

Les DC-9 Super 80 entreront en service en 1980.

À la hauteur du programme spatial.

Imaginez-vous au milieu des années 80, en orbite à bord de la navette spatiale de la NASA. Au moment voulu, les trappes de soute de la navette s'entrouvent et notre fusée PAM, porteuse d'un satellite, jaillit du compartiment. Tournant sur elle-même comme une toupie, elle se stabilise, puis accélère vers une orbite éloignée dans l'espace.

À bord? Peut-être un nouveau satellite pour améliorer les communications mondiales ou pour aider au guidage des navires et des avions. Des instruments sensibles pour la découverte de nouvelles ressources terrestres ou pour la météorologie. Quelle que soit la mission, PAM sera à la hauteur.



Des prêts aux petites entreprises selon leurs besoins

C'est en fonction de leurs besoins et de leurs mérites particuliers qu'il convient d'accorder aux petites entreprises l'aide financière qu'elles recherchent: c'est ce que déclarait M. Guy Lavigueur, président de la Banque fédérale de développement du Canada, à l'occasion d'un symposium sur "Les perspec-

tives des petites entreprises dans les années 1980".

Financement de projets

M. Lavigueur a ajouté, devant des représentants de plus de 20 pays, que l'un des moyens que la BFD utilise pour y parvenir est d'appliquer à ses activités de prêt les prin-

cipes du "financement de projet".

Dans le financement de projet, les possibilités d'emprunter d'une entreprise sont évaluées en fonction des bénéfices attendus du projet lui-même, ainsi que de la compétence de la direction et de la situation du marché.

Peu de marge de sécurité

Le financement de projet diffère considérablement des méthodes classiques d'évaluation des risques, qui reposent essentiellement sur le calcul des marges de sécurité et des ratios, ainsi que sur l'expérience et sur les garanties données.

"Selon les méthodes classiques, a dit M. Lavigueur, les prêteurs réduisent leurs risques et protègent le rende-

ment de leurs capitaux en appliquant des critères rigoureux, particulièrement en ce qui touche la valeur et la nature des biens reçues en garantie. Mais les petites entreprises ont des besoins d'une diversité très grande, et rares sont celles d'entre elles qui répondent de façon satisfaisante à de tels critères.

Les besoins des petites entreprises

"Dans bien des cas, les emprunteurs sont des entreprises nouvelles, modestes, qui sont plus riches de possibilités que d'expérience." Il a ajouté que les prêts consentis par la BFD à des petites entreprises ne sont entièrement garantis que dans 25% des cas.

"En fait, bien souvent, les petites entreprises ne trouveraient pas les capitaux dont elles ont besoin si elles devaient emprunter selon les méthodes classiques."

Le financement de projet est, selon M. Lavigueur, beaucoup plus coûteux pour le prêteur. L'évaluation de la situation demande plus de temps; en outre, les risques sont plus élevés.

"Du point de vue du prêteur, les frais sont les mêmes, quelle que soit l'importance du prêt: il doit toujours procéder aux mêmes études pour évaluer les mérites de chaque cas."

C'est pour cette raison que les établissements de crédit s'intéressent plus facilement au financement de projets importants. La Banque fédérale de développement est actuellement la seule au Canada à offrir des prêts de ce type aux petites entreprises toutefois, d'autres prêteurs voient de plus en plus, dans le financement de projet, des possibilités intéressantes de placement.

Un rôle de conseiller

"Dans ce genre de prêt, a poursuivi M. Lavigueur, le prêteur doit participer activement à la recherche des solutions aux difficultés auxquelles se heurte l'emprunteur. La BFD le fait; elle n'hésite pas à intervenir pour aider au besoin les petites entreprises avant que la situation soit devenue irréparable."

Pour aider ses clients à traverser les périodes difficiles, la Banque est prête à reculer certaines échéances, à donner des conseils et à intervenir de diverses autres façons.

Elle met, par exemple, à la disposition des petites entreprises des services de conseils de gestion, des services de formation des cadres et des services d'information sur les programmes d'aide offerts par les gouvernements.

(Suite à la page 13)

Une station d'essence aérienne.

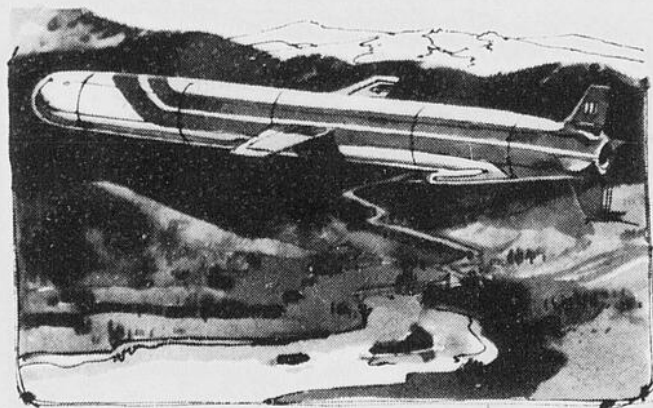
La U.S. Air Force a choisi notre DC-10 comme son nouvel avion-cargo et ravitailleur... une station d'essence qui aurait des ailes.

Le KC-10A peut emporter plus de 175 tonnes de carburant au-dessus de l'Atlantique pour ravitailler des avions de combat à sec, puis retourner à son point de départ. Comme avion-cargo, il peut transporter 170 000 livres de fret sur 4300 milles.

Avec la sécurité mondiale qui se joue sur la mobilité des hommes et des engins, cette nouvelle version du DC-10 est une importante addition à l'aviation militaire américaine.



Nous ouvrons la voie au missile de croisière américain.



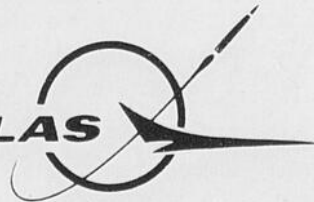
La tâche: guider un missile qui se déplace presque à la vitesse du son à travers les vallées, contournant les montagnes et survolant les eaux.

Le garder à basse altitude, à la hauteur des arbres, pour qu'il ne soit pas détecté, et l'amener là où vous le désirez... cent ou mille milles plus loin.

Nous l'avons fait, avec le système de guidage des missiles de croisière terrestres, maritimes et aéroportés des États-Unis.

L'aérospatial. Une compétence fondamentale de McDonnell Douglas. Mais certainement pas la seule. Notre livret "Surprising But True" vous en dira plus sur notre travail. Pour en obtenir une copie, écrivez-nous à: McDonnell Douglas, B. P. 14526, St-Louis, Missouri 63178.

MCDONNELL DOUGLAS



situation économique

Une enquête troublante Les étudiants deviennent fonctionnaires

L'Université du Québec à Trois-Rivières a consulté 996 diplômés qui ont terminé leur baccalauréat à l'été ou à l'automne 1976, à l'été et à l'automne 1977, et à l'hiver 1978.

708 diplômés ont retourné leur questionnaire dûment complété. 60,7% d'entre eux sont des hommes et 39,3% des femmes. 67,8% sont célibataires et 30,4% sont mariés.

73,4% de ces diplômés ont choisi la sécurité. 54,6% travaillent dans le secteur para-public. 11% sont entrés dans la fonction publique fédérale. 3,7% sont fonctionnaires au gouvernement du Québec. 4,1% sont embauchés par des municipalités. Ces jeunes universitaires oeuvrent au service de l'Etat et des organismes publics.

8,2% seulement se sont orientés vers l'industrie. 5,6% sont engagés dans le commerce. Les diplômés que l'on retrouve dans les institutions financières représentent 1,9% de leur nombre. Les corps intermédiaires ont recruté 1,3% de ces jeunes et le travail autonome s'est contenté d'une fraction de 0,7%.

Les maisons d'enseignement, les hôpitaux, les gouvernements et les municipalités bénéficient largement de ces jeunes cerveaux possédant baccalauréat. Espérons que l'ensemble des diplômés universitaires du Québec s'oriente dans des carrières productives, loin du secteur des services. Le Québec a besoin de bâtisseurs, d'innovateurs. Les jeunes doivent assumer les risques de l'avenir dans les usines et les laboratoires. Dans les coulisses du Parlement ou dans les cafétérias, on contribue peu au développement économique.

Exportations-Importations

Exportations

Les exportations vers les Etats-Unis ont grimpé de 5,5%, soit de \$195 millions en août pour passer à \$3,73 milliards; vers le Royaume-Uni, elles ont baissé de 9% et se chiffrent à \$241 millions, tandis que celles vers les autres pays de la CEE ont progressé de 22% pour s'établir à \$403 millions. Les ventes au Japon ont baissé de 32% et se chiffrent à \$258 millions. Les exportations vers les autres pays de l'OCDE ont diminué de 13% pour se chiffrer à \$116 millions tandis que celles vers les autres pays d'Amérique ont augmenté de 14% pour s'établir à \$229 millions.

Importations

Les importations en provenance des Etats-Unis ont aug-

menté de 7,7% et totalisent \$3,99 milliards; les importations des autres pays ont également progressé: Royaume-Uni, \$189 millions (+ 23%), autres pays de CEE, à \$298 millions (+ 7,8%); Japon à \$187 millions (+ 9,4%); autres pays de l'OCDE à \$147 millions (+ 5,4%); les autres pays d'Amérique à \$296 millions (+ 20%).

Caisses Populaires Desjardins

Au 30 juin 1979, les Caisses étaient au nombre de 1253, comparativement à 1251 au 31 décembre 1975.

Le nombre des membres était passé de 5,1 millions à 9,6 millions au cours de la même période.

Les dépôts des sociétaires avaient augmenté de \$4,8 milliards à \$8,9 milliards, de 1975 à 1979.

En 1975, les prêts sur reconnaissance de dette s'élevaient à \$1,0 milliard et ils se chiffraient à \$1,9 milliard au 30 juin 1979.

Les prêts sur hypothèques représentaient la somme de \$4,4 milliards au 30 juin dernier; ils n'étaient que de \$1,9 milliard au 31 décembre 1975.

Faits saillants sur les prix

Indice des prix

Au cours des douze derniers mois, au Canada, la hausse de l'indice s'élève à 8,6% pour les prix sans l'alimentation. En septembre, l'augmentation a été de 1,1%.

Logements

Les logements mis en chantier en septembre accusent une baisse de 10,5% par rapport à septembre 1978 et 11,3% en comparaison d'août 1979.

Prix de l'alimentation

Les prix des aliments ont peu augmenté de la mi-septembre à la mi-octobre. L'indice mensuel des prix des aliments consommés à la maison s'est accru de 0,2% au cours de la période de 5 semaines allant du 14 septembre au 19 octobre. L'indice actuel dépasse de 13% le niveau atteint l'an dernier à la même époque.

L'emploi au Québec

L'emploi au Québec a augmenté de 3,5% en septembre 1979 par rapport à septembre 1978. Une hausse de 0,2% a été enregistrée de août à septembre.

Construction non résidentielle

Au 30 septembre 1979, pour les trois premiers trimestres, l'indice des prix de la construction non résidentielle se situait à 109,3% à Montréal, 119,9% à Toronto, 120,2% à Ottawa et 121,0% à Vancouver. 1976 égalait 100%. Au cours des derniers douze mois, l'indice a augmenté de 4,1% à Montréal, 10,0% à Vancouver, 11,3% à Toronto et 11,8% à Ottawa.

Le chômage augmente au Québec et diminue en Ontario

Le nombre des chômeurs s'élève à 794 000 personnes en septembre, soit 15 000 de moins qu'au mois d'août. Le nombre a diminué de 8 000 pour les femmes de 15 à 24 ans, de 9 000 pour les hommes de 25 ans et plus et de 2 000 pour les femmes de ce même groupe d'âge. Par contre, le nombre de chômeurs chez les hommes de 15 à 24 ans a augmenté de 4 000.

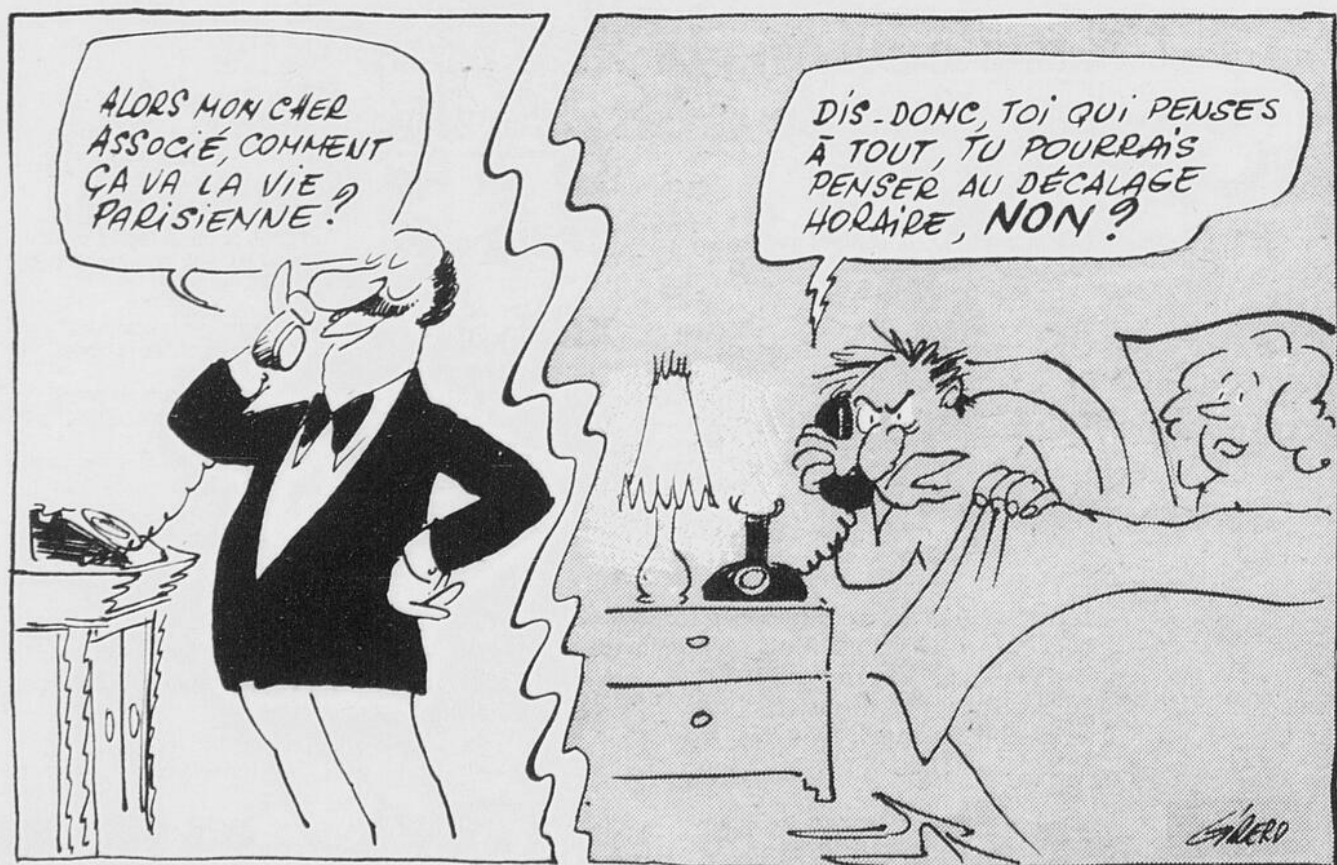
Par province, le niveau de chômage a monté de 8 000 au Québec et de 3 000 en Colombie-Britannique. Il a baissé de 2 000 au Nouveau-Brunswick et au Manitoba et de 18 000 en Ontario. Il n'a pas changé sensiblement dans les autres provinces.

Le taux de chômage désaisonnalisé pour le Canada s'est chiffré à 7,1 pour cent en septembre, soit 0,1 pour cent de moins qu'en août. C'est le taux le plus bas depuis 1976.

Au Québec, le taux a monté de 8,8% qu'il était en août à 9,3% en septembre.

Le taux de chômage par province est présenté dans le tableau qui suit:

Taux de chômage, septembre 1979		
Provinces	Taux	Variation août/sept.
Terre-Neuve	14,1%	-0,3%
Ile-du-Prince-Edouard	10,6%	-0,4%
Nouveau-Brunswick	10,7%	-0,8%
Nouvelle-Ecosse	10,3%	+0,3%
Québec	9,1%	+0,3%
Colombie-Britannique	7,7%	+0,3%
Ontario	6,1%	-0,4%
Manitoba	5,0%	-0,5%
Saskatchewan	3,9%	+0,2%
Alberta	3,7%	-0,1%



En communiquant de vive voix, on sait à quoi s'en tenir! Mais l'utilisation du télex ou d'un système de transmission de données peut être plus appropriée. L'important, c'est de savoir choisir. A Téléglobe Canada, notre rôle est précisément de vous y aider. Appelez-nous à frais virés au (514) 281-5006. Téléglobe Canada met le monde à votre portée.

Teleglobe Canada 

La pompe miraculeuse

(Suite de la page 4)
mise en train d'une Banque énergétique alimentée par une cotisation de départ de \$1,5 milliard du gouvernement fédéral. Mais l'appât était destiné à attraper plus gros gibier: la majoration de la taxe d'accise fédérale (7 cents) qui frappe la vente du gallon d'essence à la pompe. Cette taxe, originairement de 10 cents le gallon, fut instaurée en 1974 afin de défrayer le coût du programme de subventions aux raffineurs de l'Est du pays. Elle rapporta à la trésorerie fédérale la somme de \$516 millions l'an dernier et la rumeur veut à Ottawa que le budget de M. Crosbie propose une majoration de 7 à 30 cents le gallon avec la perspective d'encais-

ser des revenus additionnels de \$2,3 milliards. Ces prébendes se combinent à une réduction des paiements compensatoires aux raffineurs qui dégagerait facilement un autre milliard.

Le transfert aux consommateurs du renchérissement des hydrocarbures soulagerait au bas mot la trésorerie fédérale de plus de \$3 milliards ou 25% du déficit anticipé.

Le ministre des Richesses naturelles du Québec, M. Yves Bérubé, a opposé une fin de non recevoir à la suggestion fédérale en rappelant que cette taxe était de juridiction provinciale et que l'on ne pouvait en détourner les revenus pour éponger les déficits fédéraux et financer les pro-

messes électorales du nouveau gouvernement conservateur.

Les Albertains

L'affrontement Loughheed-Clark ou "la guerre des Albertains" comme on la désigne à Ottawa, n'est qu'apparente et destinée à occuper la galerie alors qu'on escamote la vraie question. Pourquoi le prix international servirait-il de servile baromètre alors que le seul prix qui nous importe est celui qui permet la mise en production des "réserves de remplacement" au Canada?

Ce n'est pas parce que le ministre des Finances conçoit la pompe à essence comme la "pompe miracle" qui renflouera généreusement ses

déficits budgétaires qu'il faut acquiescer à l'idée que l'imam Khomeiny et le sheik Yamini sont les seuls à tracer la voie de la "maturité énergétique" pour les Canadiens.

Ce qu'il y a de particulièrement trouble dans toute cette question, c'est que toutes les forces politiques de la nation se liguent contre le consommateur. Pour un, le Québec souhaite que le prix rejoigne le plus rapidement possible le niveau international afin de désamorcer l'argument voulant que le fédéralisme canadien économise aux Québécois \$1 milliard en facture pétrolière grâce à son régime de subventions. Pour deux, les provinces de l'Atlantique, qui hument déjà le pétrole et le gaz naturel sous les galets de leurs rives, ont besoin de prix élevés pour attirer les sociétés exploratrices

et réaliser "leur rêve albertain". Pour trois, les provinces de l'Ouest sont productrices et s'enflent d'un nouveau poids politique que ne justifie en rien leur base démographique.

Seule note discordante dans ce faisceau d'intérêts concomitants, le bataillon des 57 députés conservateurs originaires de l'Ontario qui doivent leur élection à la Big Blue Machine de Bill Davis. Si leur réélection leur tient à coeur... ils sauront peut-être limiter les dégâts tant au niveau de la ponction fiscale à la pompe que dans l'escalade folle du baril vers les hauteurs internationales, là où trônent les rois du Koweït et de l'Arabie Saoudite.

Nomination Chez BIRKS



C. Alex Duff

Henry Birks et Fils Limitée annonce la nomination de M.C. ALEX DUFF comme président de sa subsidiaire américaine Shreve, Crump & Low Inc. de Boston: M. DUFF continuera de résider à Montréal.

DOMINION TEXTILE INC.



Alex D. Hamilton

Thomas R. Bell, président et chef de l'administration de Dominion Textile Inc., a le plaisir d'annoncer l'élection de M. Alex D. Hamilton au conseil d'administration de la société. M. Hamilton occupe le poste de président et de chef de l'administration de Domtar Inc. de Montréal et est également administrateur de la Banque de commerce canadienne impériale et de la compagnie Drummond McCall Inc. Il est aussi membre du bureau des gouverneurs de l'université McGill et du Conseil du Patronat du Québec.

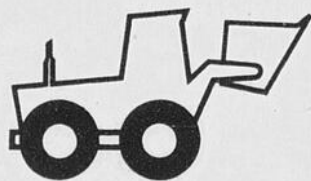
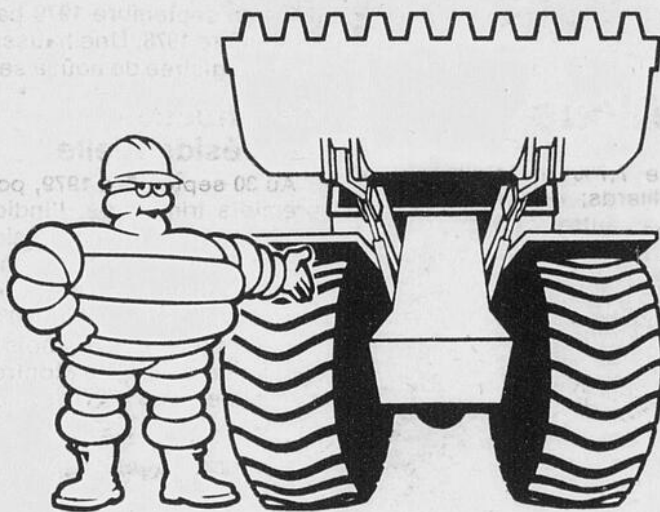
Le Journal des AFFAIRES, Lundi 19 novembre 1979

MICHELIN

je te confie mon équipement

Pour tous les gros travaux, Michelin a du génie... civil!

Michelin est reconnu dans le monde entier pour la qualité de ses pneus tourisme, poids lourd, et aussi génie civil! Dans ce dernier domaine, Michelin offre une gamme de trois sculptures, que vous pouvez obtenir en deux types de construction et trois épaisseurs de bande de roulement.



XR-Type A:

pour chargeuses, niveleuses nécessitant adhérence et résistance aux chocs.

XK-Type A:

pour chargeuses travaillant en carrières et pour matériels de mines.

XRDN-Type A:

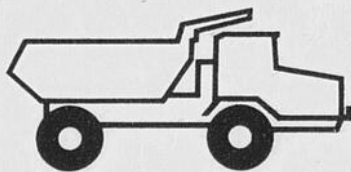
pneu polyvalent d'une bonne adhérence, résistant et d'une remarquable stabilité.

XRD1-Type A:

identique au précédent, mais avec une sculpture plus profonde pour les travaux les plus meurtriers!

XRD2-Type A:

une sculpture extra-profonde pour chargeuses travaillant dans les conditions les plus sévères.



XR-Type B:

un pneu pour roulage à vitesse élevée sur sols souples et peu abrasifs.

XK-Type B:

pour roulage sur sols rocailloux et sur pistes dures et abrasives.

XRD1-Type B:

un pneu pour camion-benne, pour pistes dures et abrasives.

XKD1-Type B:

pour camion-benne travaillant dans les conditions les plus difficiles.

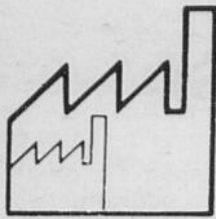
Quels que soient vos travaux, Michelin a le pneu qu'il vous faut, au prix qui vous convient. C'est ça le génie... civil.

Roulez

MICHELIN

Pour avoir plus de renseignements, écrivez à: Société canadienne des pneus Michelin Ltée, Service génie civil, 2700 Alphonse Gariépy, Lachine, Québec H8T 1B2

nos industries se développent



Ebénisterie André Petit Inc.

A Lachute, l'hiver dernier, une usine ferme ses portes. Jacques Gibeault, Donald Robitaille, Jacques Leblanc et André Jean perdent leur emploi. Que faire? L'assurance-chômage n'est pas une vie. Le quatuor décide de lancer leurs produits sur le marché québécois. Chacun d'eux investit \$2500. Le programme OSE accorde une subvention de \$51 000. Voilà nos quatre ouvriers devenus hommes d'affaires!

Après six mois d'opérations, leur petite fabrique produit une centaine de tables de ping-pong par semaine. Une chaîne de magasins sport achète toute la production. Bientôt, cette ebénisterie s'engagera dans la fabrication de jeux de mississippi et de maillets de croquet. La demande du marché est forte pour ces deux produits.

Les quatre associés fabriquent un produit de qualité dont la résistance est reconnue. Ils tra-

vailent pour eux-mêmes, créant un produit de qualité. Cette initiative peut être imitée en nombre de secteurs.

Montel Inc.

Cette industrie de Montmagny est en continue expansion. Elle vient de lancer sur le marché des étagères métalliques mobiles avant-gardistes. Un chariot électrique et motorisé permet à des rangées entières d'étagères de s'emboîter les unes dans les autres. Ce chariot a été conçu par le CRIQ à la demande de Montel. On peut mouvoir aisément de lourdes étagères. Ce système dénommé "Electro Mobilix" est destiné aux bibliothèques, aux salles d'archives des hôpitaux, aux étagères industrielles. Une économie appréciable de la surface de plancher est atteinte. Cette innovation de Montel contribuera au progrès de l'entreprise dont l'essor grandissant s'explique largement par un programme de recherche d'une technologie toujours plus avancée.

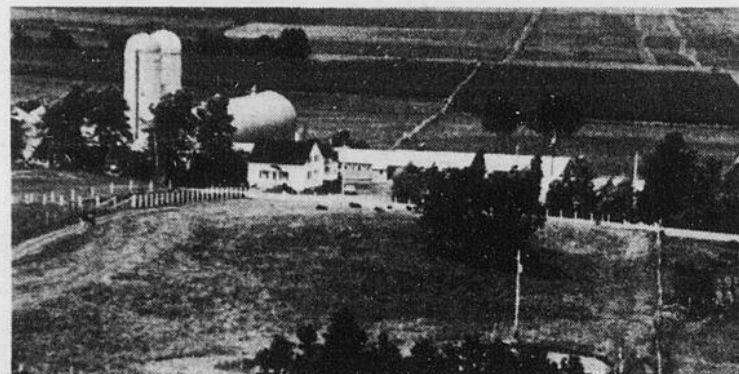
La ferme Filibert Ltée

Cette ferme, faisant partie de la Seigneurie de Matane et sise à Petite-Matane, est exploitée depuis 1850. Au départ, la ferme comprenait une superficie de 4 arpents de large par 40 arpents de long et elle était la propriété du père des propriétaires actuels, M. Antoine Philibert.

A la suite des acquisitions ou locations effectuées de

La répartition des récoltes sur les terres de la ferme se chiffre ainsi: avoine, 100 acres; l'orge, 115 acres; le maïs, 32 acres; le foin 27 acres, pâturages, 100 acres et en jachère 75 acres.

En outre le troupeau laitier a augmenté en qualité et quantité. De 25 vaches canadiennes, le troupeau est actuellement composé de 80 sujets de



Vue d'ensemble des installations imposantes de la ferme Filibert Ltée, de Petite-Matane.

1963 à 1975, la ferme a augmenté sa superficie à plus de 700 acres. Le sol en culture est constitué de loam sablonneux (75%) et de terre noire (25%). On y cultive la luzerne et l'avoine sur le terrain sablonneux et l'orge en terre noire. Le rendement obtenu atteint 2700 Kg à l'acre pour la luzerne, 900 Kg pour l'avoine et 1360 Kg pour l'orge.

Cette productivité n'a été rendue possible qu'à la suite d'une fertilisation appropriée et l'installation d'un système de drainage. Ces dernières années, plus de 80 000 pieds de tuyaux de drainage ont été installés.

race Holstein; la production de lait s'est chiffrée en 1978 à 635,029 Kg. L'insémination artificielle est utilisée dans 95% des cas, le taureau pur-sang n'étant utilisé qu'occasionnellement.

Les services administratifs, vétérinaires et l'entretien des équipements et de la machinerie sont assurés par les propriétaires de la ferme soit les frères André, Marius et Olivier Philibert. La prospérité de cette ferme est une participation valable à l'économie québécoise. Des milliers d'agriculteurs apportent une telle contribution au développement du Québec.



Impeccable.

FAITES VOTRE CHOIX

IDEALOUAGE

MONTE-CARLO 1980



\$199.



THUNDERBIRD 1980



CHRYSLER Le Baron 1980

Equipements: automatique, servofreins, servodirection, radio AM/FM, miroir gauche télécommandé, enjoliveurs de roues de luxe, toit vinyle Landau, et plusieurs équipements standard pour 40 mois sans valeur résiduelle, taxe, assurance et entretien en sus.



leaseway fleet inc.

5390, boul. Décarie, Montréal (514) 487-9550



Le mot de l'actuaire

(Suite de la page 7)

ble de l'accident est inconnu et si les policiers ne le retrouvent pas, il s'en tire à très bon compte. Cependant, si le Fonds d'indemnisation débourse un montant par suite d'un jugement contre un individu qui n'était pas assuré, celui-ci devra rembourser le Fonds, du moins dans la mesure de ses moyens. Il est

possible qu'il soit dans l'obligation de verser un montant mensuel pendant 5 ans, 20 ans, ou même davantage, pour rembourser sa dette. Les montants ainsi recouverts représentent cependant un faible pourcentage des montants versés.

Financement

Nous avons mentionné au début que le Fonds d'indemnisation était financé par la Régie de l'assurance automo-

bile. C'est donc dire qu'une partie des primes versées lors de l'immatriculation de votre véhicule, du renouvellement de votre permis de conduire, ainsi qu'une partie de la taxe sur l'essence, servent à financer ce Fonds. Cependant, les accidents survenus avant le 1er mars 1978 sont payés à même les fonds accumulés par les compagnies d'assurance privées, c'est-à-dire à même les primes que vous versiez avant cette date.

Aide à l'industrie

(Suite de la page 9)

L'action de la Banque

"Au cours des neuf derniers mois, l'économie canadienne a été très dynamique; d'une façon générale, l'activité des petites entreprises a augmenté partout au Canada.

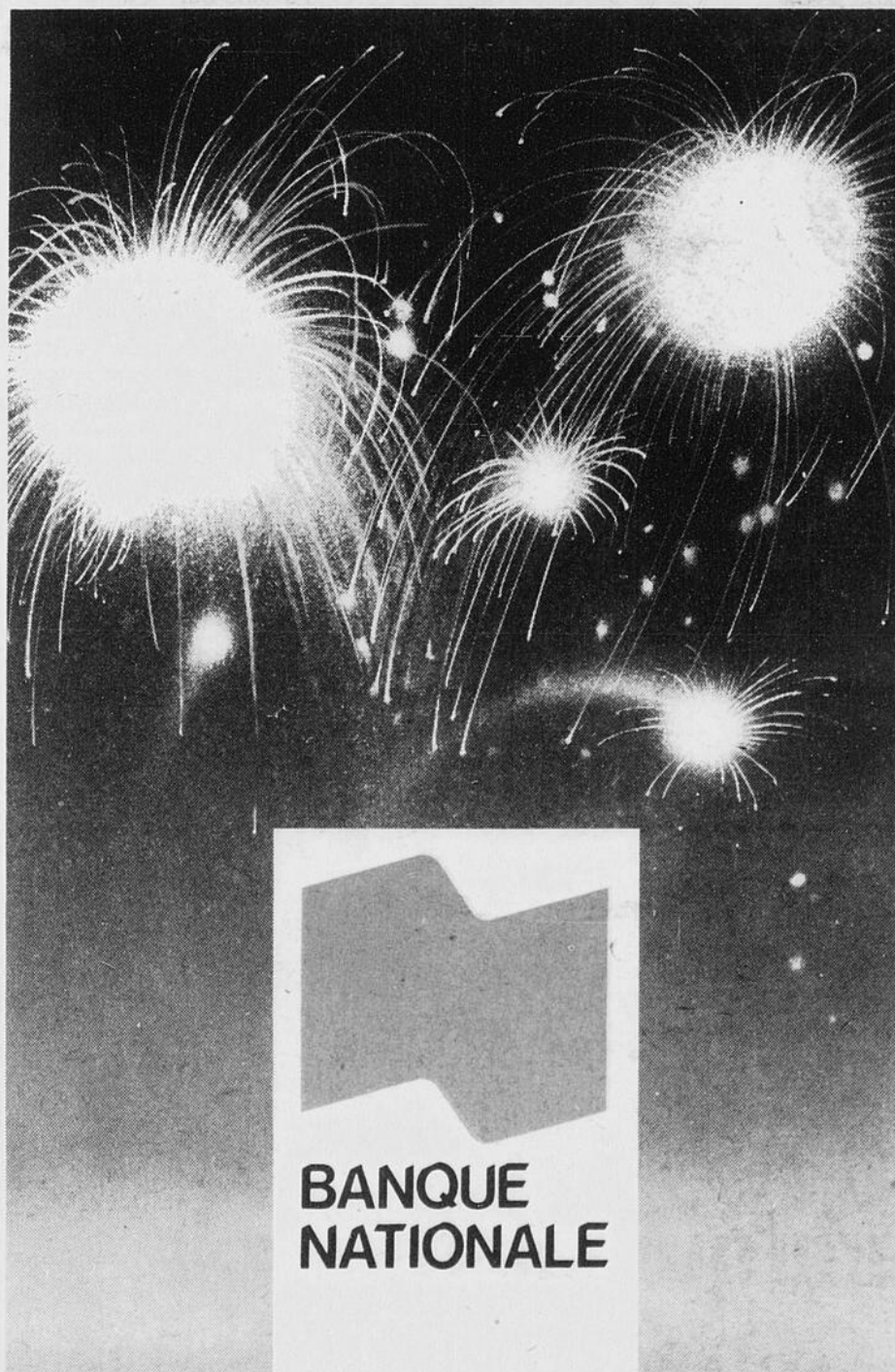
"Ce dynamisme s'est traduit par un accroissement de la masse des prêts consentis, non seulement par la BFD, mais aussi par divers autres

prêteurs privés et publics."

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1979, a précisé M. Lavigueur, les capitaux fournis par la BFD ont facilité les débuts de 2 000 entreprises canadiennes nouvelles, créant ainsi environ 20 000 emplois.

Ces appuis ont, dans l'ensemble, maintenu en existence environ 16 000 emplois. A l'heure actuelle, les entreprises clientes de la Banque fournissent du travail à quelque 350 000 Canadiens.

LA BANQUE D'AUJOURD'HUI



Une politique financière à la mesure des années 80.

À l'aube des années 80, la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale sont fières de s'unir pour offrir aux entreprises des services financiers à l'heure d'aujourd'hui.

Grâce à l'expérience et à la compétence des dirigeants des deux banques qui l'ont formée, la Banque Nationale est en mesure d'emboîter le pas aux années 80 avec confiance et d'offrir aux entreprises d'aujourd'hui une aide financière à la mesure d'aujourd'hui!

Le directeur de succursale de la Banque Nationale vous attend aujourd'hui!

l'inventaire des revues



par Roland Prévost



Le coupon-réponse aide-t-il à augmenter les ventes?

Les annonceurs attachent maintenant plus d'importance au coupon-réponse, d'après *Industrial Marketing* (Chicago).

Depuis quelques années, on s'est beaucoup interrogé, dans le monde industriel, sur le système du coupon-réponse (*inquiry* en américain) et son effet sur la vente. Certains le jugent presque inutile, d'autres lui accordent peu d'importance. L'auteur de l'article appartient au troisième groupe, pour qui le coupon-réponse démontre que la publicité est bonne ou non, et qu'il apporte directement des ventes. Pour lui, c'est le meilleur moyen de tester la publicité.

Auparavant, les compagnies répondaient aux coupons, et ça finissait là. Des études ont montré, depuis, que le coupon-réponse est une excellente méthode de vente, à condition que l'annonceur sache faire suivre la demande d'information ou d'échantillon, tenir un dossier des coupons reçus ou non de telle ou telle annonce, etc. Car le coupon-réponse fait le pont entre la publicité et les ventes.

Une étude de périodiques d'affaires contenant des coupons montre que pour les trois

quarts des envois il y a réellement un besoin du produit, et que cela atteint 66% chez les industriels.

Conditions de réussite

Frank Hill, auteur de l'article, est chef de la publicité d'un fabricant de machines et appareils dont certains se vendent plus de \$50 000. La compagnie utilise largement le coupon-réponse. Après des années, on a constaté que 42% des demandeurs devenaient des clients. Ayant beaucoup étudié ce sujet, il énumère les conditions de réussite:

1. Le coût: calculer ce qu'il en coûtera pour chaque

media, mois par mois, avec des prévisions de ce qu'il coûtera pour chaque coupon;

2. Réponse: répondre rapidement à un coupon, dans les 48 heures autant que possible;

3. Carte-réponse: expédier exactement ce qui est demandé, et ne pas manquer d'inclure une carte où le demandeur peut répondre à des questions comme "Avez-vous l'intention d'acheter?", "Avez-vous vu notre représentant?", "Désirez-vous recevoir notre représentant, ou nos prix?";

4. Raffle: par la suite, envoyer deux fois d'autres imprimés, toujours avec la

carte de questions;

5. suivi: toute réception de coupons doit être communiquée aussitôt au département des ventes et s'assurer que le département s'en occupe;

6. Une analyse: faire une analyse complète du rendement des coupons-réponse.

Frank Hill ajoute que d'après son expérience 20% des personnes qui envoient un coupon-réponse achètent dans un bref délai. Il entrevoit pour ce système un grand avenir, d'autant plus que l'ordinateur permet de faire rapidement des enquêtes d'efficacité.

"Je ne connais pas Montréal, alors je descends chez un ami... Le Château Champlain."

Au Château Champlain, nous vous considérons comme un ami. Notre personnel a reçu une formation spéciale pour prévoir vos besoins et vous accorder toute l'attention que vous donnerait un ami. ✪ Vous le remarquerez dès votre arrivée. Notre personnel fait vite et bien. De façon très amicale. ✪ Vous vous en rendez compte dans nos superbes salles à manger et bars-salons, comme le Tournebroke, avec son arôme de petits pains chauds, et le Caf' Conc', avec sa musique et ses danseuses.

Vous vous en apercevrez en utilisant nos salles de réunion. Vous y trouverez tout ce que vous aurez demandé. ✪ Le Château Champlain est situé dans le quartier des affaires de Montréal. Il est relié au réseau souterrain des boutiques, du métro et des gares. ✪ Si vous cherchez un ami, pensez à nous. ✪ Si vous venez à Montréal, prenez le temps de découvrir pourquoi le Château Champlain est un ami qui sait recevoir. ✪ Vous y ferez sûrement de nouveaux amis. ✪ Le Château Champlain, Place du Canada, Montréal, (Québec) (514) 878-1688.



Un ami qui sait recevoir
CP Hôtels

Service de réservations d'hôtel de CP Hôtels: Province de Québec et Ottawa 1-800-268-9420

Banff Springs
Banff (Alberta)
Red Oak Inn
Brandon (Manitoba)
The Palliser
Calgary (Alberta)
Château Airport
Calgary (Alberta)
Château Lacombe
Edmonton (Alberta)
Château Halifax
Halifax (Nouvelle-Écosse)
Château Lake Louise
Lake Louise (Alberta)
Le Château de l'Aéroport
Mirabel (Québec)
Le Château Montebello
Montebello (Québec)
Le Château Champlain
Montréal (Québec)
Red Oak Inn
Peterborough (Ontario)
Le Château Frontenac
Québec (Québec)
The Saskatchewan
Regina (Saskatchewan)
The Algonquin
St-Andrews (Nouveau-Brunswick)
Le Baron
Sherbrooke (Québec)
Red Oak Inn
Thunder Bay (Ontario)
Royal York
Toronto (Ontario)
Le Baron
Trois-Rivières (Québec)
The Empress
Victoria (Colombie-Britannique)
Northstar Inn
Winnipeg (Manitoba)
A l'étranger:
Freeport (3), Nassau, Francfort, Hambourg, Jérusalem, Tibériade, Curaçao, Philadelphie (ouverture en 1980).
CP et sont les marques déposées de Canadien Pacifique Limitée.

La syndicalisation des représentants de ventes Une formule à populariser?

par Gérard Bélair
conseiller en administration

Une approche pragmatique à la question

NOTRE PREMIER OBJECTIF, en livrant aux lecteurs de ce journal les quatre articles des causes possibles de mauvaises relations de travail, visait à analyser un ensemble de situations. Selon la méthode scientifique de travail d'un consultant, nous voulions faire une évaluation des faits. Par la force des choses — les demandes nombreuses et pressantes de lecteurs intéressés — nous devons offrir des éléments de réponse.

Une incertitude au départ

Le titre affublé d'un point d'interrogation laisse supposer que nous n'étions pas certain d'offrir la vraie réponse à cette question.

Plus nous y réfléchissons, plus nous croyons qu'une approche empirique conduirait probablement à la solution.

Ce qu'il y a d'à peu près certain en toute cette histoire de clauses administrativement inacceptables dans certains contrats individuels de travail passés avec des représentants de ventes, c'est, d'une part, que certains contrats en certains endroits — vraisemblablement la minorité — offrent des clauses plutôt alarmantes et, d'autre part, que ce ne sont pas tous les contrats du genre qui sont assortis des quatre clauses les plus dangereuses. Il faudrait en outre ajouter que la plupart de ces contrats sont rédigés en toute bonne foi par certains patrons. Nous en avons la preuve par des remarques constructives faites par certains patrons qui ont réalisé à la lecture de nos articles qu'il serait certes opportun de modifier leurs contrats avec leurs vendeurs.

Une approche à trois niveaux

Comme nous ne sommes pas du tout certain que la syndicalisation apporterait la seule réponse valable à ce problème, nous avons pensé suggérer à tous les intéressés, patrons, employés, syndicats, etc., une approche en deux étapes et à ces trois niveaux.

La première étape consisterait à étudier en profondeur la situation dans un ensemble d'entreprises à la grandeur du Québec. Que ce soit sous forme de comités ou de groupes de travail ad hoc ou autrement, aux trois paliers susmentionnés, on pourrait colliger des modèles de contrats passés entre employeurs et représentants de ventes. Non pas pour en examiner l'aspect légal — cela n'est pas de notre compétence — mais pour soigneusement scruter les dispositions qui peuvent éventuellement engendrer des conflits de travail dans ce milieu.

Du côté patronal les chambres de commerce, les associations patronales ou même d'hommes d'affaires, par exemple, pourraient se pencher sur cette question.

Chez les représentants de ventes eux-mêmes, il y a des associations professionnelles spécialisées qui ne sauraient trouver de meilleur sujet

d'intérêt pour leurs membres. Car s'il est une question qui touche directement les vendeurs dans tous les milieux, c'est bien celle qui traite des contrats de travail.

Enfin certains syndicats disposent des services pour étudier la question en profondeur et de voir dans quelle mesure ils peuvent aider cette

catégorie de travailleurs à se protéger. C'est ainsi que certains syndicats d'employés de bureau ont vu le jour.

La seconde étape consisterait à formuler une sorte de contrat-type — nous l'avons appelé contrat "collectif" dans le dernier article — une sorte de contrat universel, un peu comme les baux, certains

contrats de vente à tempérament, etc., que les employeurs utiliseraient comme base de leurs conventions individuelles d'emploi. Un tel contrat-type aurait l'avantage d'avoir été soumis à beaucoup de gens intéressés à respecter les principes administratifs de base.

(Suite à la page 16)

Propriétaire ou administrateur de complexe à bureaux, centre commercial, salle de quilles, restaurant, maison de rapport, motel/hôtel, supermarché, édifice institutionnel, industrie, école, ou tout autre immeuble de moindre importance, **vous pouvez**

économiser de 20 à 40% sur les coûts de chauffage/refroidissement en modernisant votre système actuel.

*Des économies substantielles de vos frais d'électricité sont aussi réalisables. Voir le coupon-réponse

Vous en avez les moyens

Il y a sur le marché une foule de systèmes économiseurs d'énergie.

Par contre, plusieurs d'entre eux sont, soit inefficaces, soit très onéreux à plusieurs points de vue.

C'est pourquoi un nombre croissant d'hommes d'affaires et d'institutions ont recours à un spécialiste en économie d'énergie formé par Honeywell.

Parce qu'il peut transformer votre ancien système pour le rendre apte à économiser de l'énergie.

Et ce, sans exiger une mise de fonds considérable.

Résultat: en deux ans environ, les économies réalisées en combustible absorbent les frais de modernisation.

C'est un investissement que la plupart des hommes d'affaires peuvent se permettre.

Économies substantielles d'énergie

Vos frais de chauffage/refroidissement pourraient fort bien en être largement réduits.

Surtout si votre édifice est plutôt ancien.

En fait, les récentes histoires de cas prouvent qu'un contrôle adéquat de l'énergie peut réduire vos factures de chauffage/refroidissement de 20 à 40%.

Et, dans certains cas, parfois davantage.

Adaptation à vos besoins

Lorsque vous communiquez avec le spécialiste en économie d'énergie formé par Honeywell, il effectue une vérification détaillée du système de chauffage de votre immeuble et vous en fait rapport.

Il vous soumet ensuite un projet de modernisation comportant les moyens d'améliorer l'efficacité de votre équipement de chauffage/refroidissement.

Vous recevez, en outre, une garantie de rendement Honeywell, assurance additionnelle que vous possédez un système efficace et économique adapté à vos besoins.

Communiquez sans tarder avec le spécialiste en économie d'énergie le plus près de chez vous.

Voir la liste ci-dessous ou écrire à Honeywell.

K. Schmidt, Designed Aire Equipment DORVAL 631-1835	P. Czuba, Thermenco Inc. POINTE-CLAIRE 695-7933	G. Ehrlich, Pem-Aire Inc. ST. LAURENT 332-6460
N. Pagotto, Black & McDonald MONTREAL 735-6416	R. Wilson, Electro-Aid Inc. MONTREAL 274-8391	J. Fickler, Serv-All Co. Ltd. ST. HUBERT 678-0347
M. Bineau, Refrigeration Fixair MONTREAL 725-9389	B. Leblanc, Quéfrost Inc. ST-LEONARD 326-6460	G. Chailfou, Turcolte & Le Tourneau, Inc. QUEBEC 681-6071
H. Ayotte, R. Carmichael MONTREAL 739-2445		C. Bilodeau, Labil Inc. VILLE VANIER 687-5410

Écrire pour plus de renseignements.

Nous vous ferons parvenir un exemplaire gratuit de la publication "Pour une utilisation plus rationnelle de l'énergie" — une brochure d'information de huit pages.

J'aimerais réaliser des économies sur mes factures de chauffage/refroidissement

J'aimerais réaliser des économies sur mes factures d'électricité

A Service 180, Honeywell Limitée,
740 Ellesmere Road, Scarborough (Ontario) M1P 2V9

NOM _____

TITRE _____

COMPAGNIE _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROV _____

CODE POSTAL _____ TÉL _____

Honeywell

L'énergie, nous l'utilisons de façon rationnelle.

La syndicalisation des représentants de ventes

(Suite de la page 15)

Une approche par secteur

L'économie québécoise compte de nombreux secteurs industriels. Chacun de ces secteurs est animé par des organismes patronaux et ouvriers où il serait probablement plus facile de procéder à

ces étapes: 1) l'analyse de contrats de travail existants; 2) la formulation d'un contrat-type pour tout le secteur.

Nous avons à ce point à coeur l'assainissement de certaines conditions de travail en certains endroits pour certains représentants de ventes que nous offrons nos services à tout groupe, patronal, ouvrier ou même syndical, qui voudrait entreprendre une

étude sérieuse de la question. Notre plus grand désir c'est d'extirper de certains contrats des dispositions qui violent par la base l'a.b.c. de toute saine administration.

Mieux vaut prévenir que guérir

Il ne faudrait pas du côté patronal jouer à l'autruche. Au niveau secondaire, collégial, voire dans certaines maisons

d'éducation spécialisées dans le domaine de la vente ou de l'administration, tout comme du reste à l'Université où de plus en plus de jeunes vendeurs poursuivent par l'éducation permanente leur formation, à tous les niveaux, l'éducation fait graduellement passer de l'ignorance à la connaissance une population de plus en plus nombreuse de jeunes garçons et de jeunes

filles. Ces gens plus instruits finiront par réaliser par certains contrats qu'ils sont esclaves de certains patrons. Et il se peut qu'à ce moment-là, il soit trop tard.

Pourquoi le ménage ne se ferait-il pas par les patrons eux-mêmes... dans leur propre maison, au lieu d'ouvrir indirectement la porte à d'autres qui se chargeront de mettre de l'ordre chez eux?

L'avantage d'Avis.

Notre système de réservations.

Le système de réservations d'Avis est simple, et c'est sa simplicité qui fait son succès. Il est basé sur une combinaison extrêmement efficace de gens et d'équipement.

Les préposés aux réservations d'Avis sont des professionnels hautement qualifiés. Ils peuvent offrir réponses, suggestions et solutions à tous les problèmes de location de voiture que vous pouvez avoir. Ils vous donneront des renseignements complets sur les taux et tarifs ainsi que sur les contrats de location spéciaux qui pourraient vous épargner de l'argent. Si vous avez une requête spéciale, ils vous diront aussi quel genre de véhicule convient le mieux à vos besoins. Ils verront aussi à ce que votre voiture soit prête lorsque vous arriverez. Pas de délais. Pas d'excuses.



Les préposés aux réservations sont appuyés par nos ordinateurs. Ceux-ci sont reliés entre eux à travers tout le pays et contiennent tous les détails qui nous aideront à mieux vous servir. En appuyant sur quelques boutons, nous pouvons vous réserver une grosse voiture à Québec ou une voiture compacte à Chicoutimi. Vous recevrez aussi rapidement les renseignements exacts que vous avez demandés.

Le seul autre équipement qui entre en jeu, c'est le téléphone. Vous pouvez réserver de partout au Canada en appelant sans frais le

1-800-268-2310

En C.-B.: 112-800-268-2310
ou auprès de votre agent de voyages.

AVIS

On y met du coeur.

Avis loue des voitures et des camions GM.



Avis et On y met du coeur sont des marques déposées de Avis Transport of Canada Ltd.

GCI

Communications informatiques.

GCI, c'est le sigle du Groupe des communications informatiques du Réseau téléphonique transcanadien.

Le GCI conçoit des systèmes de transmission de données et en assure le bon fonctionnement.

Non seulement le GCI construit-il des systèmes et les met-il en place, mais encore il achemine les communications et, toujours à la fine pointe du progrès technologique, il répond de la gestion des réseaux de ses clients pour satisfaire tous leurs besoins en matière de téléinformatique.

Ressources précieuses d'un océan à l'autre

- compétences reconnues dans tous les domaines de la téléinformatique
- équipes multidisciplinaires pour les systèmes les plus perfectionnés
- spécialistes pour les systèmes plus modestes

Gamme complète de services

- équipements et services standards

- systèmes conçus selon les besoins de l'utilisateur
- planification et étude de systèmes
- conception et mise sur pied de systèmes
- spécialistes de la transmission de données
- recherche de solution sur les lieux
- guides techniques complets
- formation des usagers
- maintenance des réseaux et des terminaux

Gestion de réseau sophistiqué

- système intégré de vérification
- centres d'exploitation des systèmes répartis dans tout le Canada
- groupe des supports techniques (Datec)
- recherche documentaire informatisée pour correction rapide de pannes

Le GCI, chef de file de renommée internationale

- centres de formation et de perfectionnement des employés

- colloques et cours destinés à sa clientèle
- en liaison étroite avec les groupes de recherches les plus prestigieux.

Les communications informatiques d'aujourd'hui et de demain

Nous sommes de notre temps, nos réalisations en témoignent: systèmes de transmission numérique, multiplexage numérique, commutation par paquets, terminaux intelligents. Nous serons là demain.

Pour plus de renseignements, demandez le Zénith 33000.

Le Groupe des communications informatiques

Réseau téléphonique transcanadien



Perspectives pour les investisseurs

Les marchés financiers ont été très sensibles en octobre. Les conditions monétaires et l'augmentation des taux d'intérêt ont influencé le rendement des obligations et des actions.

Les prochains mois laissent présager un marché des actions qui aura tendance à baisser légèrement. Les obligations à long terme fluctueront encore. Les valeurs des entreprises refléteront les problèmes et les préoccupations du pays.

L'indice des cours variera. Certaines actions seront avantageuses à court terme. L'investisseur devra être prudent. Il peut obtenir des valeurs d'actions et d'obligations à long terme de premier ordre. Mais les observateurs croient que le marché n'a pas atteint le creux du cycle économique que le pays traverse.

Le coût prohibitif des emprunts à court terme diminuera de toute évidence la productivité. Suite aux grèves injustifiées du transport et de la fonction publique, des pressions s'exerceront sur les salaires.

Le prix de l'énergie à la hausse consti-

tuera un fardeau pour certaines entreprises. La récession américaine et la diminution de nos exportations influenceront aussi le cours des marchés boursiers.

Ces événements invitent l'investisseur à la prudence. La tendance à la hausse des taux à court terme devrait connaître un plafonnement au cours des trois ou quatre prochains mois. Certains observateurs prévoient pour le printemps 1980 une réduction substantielle des taux à court terme. Les cours de bourse remonteraient alors vers la normale. D'ici là, ils risquent de glisser.

TRANSACTIONS

Amalgamated Bonanza Petroleum Ltd

Cette compagnie convoque une assemblée générale de ses actionnaires pour le 20 novembre 1979. Le Conseil d'administration proposera l'amalgamation de la compagnie à Gulf Canada Limited. Au terme du projet, chaque actionnaire de Bonanza recevrait le droit d'échanger 2,82 actions de la compagnie pour une action ordinaire de Gulf Canada ou de recevoir \$30.00 en argent canadien pour chaque action. Les droits d'option expirent 30 jours après l'acceptation de l'amalgamation ou au plus tard le 11 janvier 1980.

Distilleries Corby Limitée

Les actionnaires de la compagnie seront invités, lors de l'assemblée spéciale du 17 décembre, à accepter le fractionnement des actions votantes et non votantes de classe B, à raison de deux nouvelles actions pour une ancienne.

PRESQUE PARTOUT AUX ÉTATS-UNIS, ON OFFRE AU MONDE DES AFFAIRES CERTAINS DES AVANTAGES SUIVANTS. SEUL L'ÉTAT DE NEW YORK LES OFFRE TOUS.

Si vous projetez de vous installer aux États-Unis, vous devriez connaître les allègements et les stimulants fiscaux que l'État de New York offre aux entreprises et ce, avant même de considérer tout autre État.

Impôts moins onéreux qu'ailleurs

1. Dans l'État de New York, nous n'imposons pas de taxes sur les biens meubles tels que le matériel et la machinerie. Ces effets sont toutefois soumis à l'impôt au Connecticut, au New Jersey et dans 43 autres États.
2. Les entreprises peuvent bénéficier d'allègements fiscaux pour la rénovation des locaux. L'État contribue également à payer les frais de formation du personnel.
3. Nous permettons même aux compagnies à statut simple de réduire leur revenu imposable grâce à une formule d'allocations pour les entreprises. Très peu d'États peuvent aller jusque là.
4. Les entreprises peuvent bénéficier de dégrèvements fiscaux sur leurs achats de nouveau matériel et de nouveaux locaux.
5. Nous offrons des allègements fiscaux aux entreprises qui stimulent l'embauche.
6. Nous offrons des amortissements fiscaux aux entreprises qui possèdent des locaux destinés à la recherche et au perfectionnement.
7. Nous offrons également des crédits d'impôts pour le contrôle de la pollution, des taux réduits pour les deuxièmes hypothèques (à long terme), des exemptions de taxes locales sur la propriété et plus encore. Bien que la plupart des autres États offrent certains de ces avantages fiscaux, seul l'État de New York les offre tous.
8. Combinés, ces avantages peuvent permettre à une compagnie d'épargner presque 100% de l'impôt sur les sociétés pendant une période allant jusqu'à 10 ans.
9. Grâce à tous ces allègements fiscaux, plusieurs compagnies peuvent récupérer une proportion substantielle de leur investissement initial grâce à la réduction des impôts et des frais de financement et aux contributions offertes pour la formation du personnel.

Le programme de soutien des affaires le plus avantageux en Amérique

Aucune compagnie ne peut survivre uniquement par les allègements fiscaux qui lui sont offerts. Elle a également besoin de certains services professionnels essentiels à l'exploitation rentable d'une entreprise.

10. Comparativement aux dix autres États les plus industrialisés, l'État de New York compte un plus grand nombre d'agences de publicité, d'études d'avocats, d'organismes-conseil, d'agences de relations extérieures et d'agences immobilières.

Au cœur même du plus grand centre au pays pour les affaires internationales

11. Comment pouvons-nous nous permettre d'offrir autant d'avantages? Parce que plus de 2000 compagnies internationales sont installées chez nous, soit plus que dans tout autre État.
12. Nous comptons près de trois cents entreprises sous contrôle étranger ou firmes affiliées, de la trempe des Ferranti Packard, Inc., Color Your World, R. C. Machine Ltd et autres, qui, chaque année, prennent de l'expansion et connaissent un essor remarquable.
13. Les compagnies internationales dont le siège social est situé dans l'État de New York contrôlent \$9.1 milliards des investissements directs américains. Ceci représente 35% de l'investissement américain total.
14. Ensemble, les États qui forment le royaume du soleil ne peuvent offrir autant d'avantages.

Un plus grand nombre de banques internationales que dans tout autre État

15. Dans l'État de New York, nous comptons deux cent trente-trois banques sous contrôle étranger. Elles représentent soixante-cinq pays et possèdent un actif d'environ \$58 milliards.

Le centre financier le plus important au monde: la ville de New York

16. La ville de New York est sans contredit la capitale financière de l'Amérique et elle s'appuie sur une infrastructure incomparable.
17. Dans l'État de New York, vous pourrez compter sur les travailleurs les plus laborieux du pays.
18. Notre main-d'oeuvre compte le plus grand nombre de travailleurs professionnels, de créateurs et de compétences dans tous les domaines. C'est une main-d'oeuvre fiable!
19. Au cours des trois dernières années, nos travailleurs ont démontré une stabilité près de 50% supérieure à la moyenne, à l'échelle nationale.
20. Notre main-d'oeuvre est également la plus productive du pays. C'est là une qualité constante, si on en juge par les données recueillies par le bureau de recensement des États-Unis. Pour chaque dollar mérité, chaque travailleur produit plus de quatre dollars en valeur supplémentaire pour le fabricant.

L'aide de professionnels bien formés

21. Un groupe d'hommes et de femmes formés de façon spéciale peuvent vous guider à travers tous les rouages administratifs de notre gouvernement. La fonction de ces personnes est d'accélérer le processus de la bureaucratie.
22. Si vous devez communiquer avec un bureau ou une agence de la municipalité ou de l'État, ces personnes savent à qui s'adresser pour obtenir des résultats rapides.
23. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les avantages offerts au monde des affaires dans l'État de New York, remplissez le coupon ci-dessous ou écrivez à William D. Hasbrouck, Jr., Commissioner of Commerce, 99 Washington Avenue, Albany, New York 12245. Ou encore, communiquez directement avec nous par téléphone au (518) 473-7311. Profitez de tous les avantages que vous offre l'État de New York... vous ne les retrouverez dans aucun autre État.

William D. Hasbrouck, Jr., Commissioner of Commerce MFCC
New York State Department of Commerce
99 Washington Avenue
Albany, New York 12245
Veuillez me renseigner sur les avantages commerciaux qu'offre l'État de New York.

Nom _____

Fonction _____

Compagnie _____

Adresse _____

Ville _____ Province _____

Nomination



H.H. Robertson

La Société de factoring BNE Limitée a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Herbert H. Robertson au poste de Président et son élection de membre du Conseil d'administration. Monsieur Robertson a acquis une vaste expérience bancaire canadienne, particulièrement dans le domaine du crédit commercial et de l'affacturage au sein d'importantes compagnies. Il partagera son temps entre les bureaux de la compagnie sis à Montréal et Toronto. La Société de factoring, associée avec la Banque de Nouvelle-Ecosse, offre aux entreprises partout au Canada la gamme complète de services de financement commercial.

L'ÉTAT DE NEW YORK

Bien plus encore que le reste des États-Unis !

Valeurs recommandées

B P Canada Inc.

Selon Wood Gundy, les actions de cette entreprise représentent une bonne acquisition. A la fermeture du 9 novembre, le cours était de \$34-3/4. Au cours des douze derniers mois, l'action a varié de \$17-1/2 à \$39-3/8.

Cette grande pétrolière a versé en bénéfices annuels par action \$1.45 en 1975, \$1.53 en 1976, \$1.91 en 1977 et

\$1.77 en 1978. Les prévisions de bénéfices pour 1979 sont de \$2.35 et pour 1980 de \$3.00.

Donohue Inc.

Le 9 novembre, à la Bourse de Montréal, cette action était cotée à \$14-1/2 à la fermeture. Au cours des douze derniers mois, son cours a varié de \$13-3/4 à \$17-1/2. Le bénéfice projeté

pour 1980 est de \$7.00 par action. Au cours du présent exercice, le bénéfice prévu est de \$5.50. Le bénéfice annuel de 1975 à 1978 était de \$2.45, \$2.60, \$3.27 et \$4.28.

Banque de Montréal

A la Bourse de Toronto, le 9 novembre, le cours de cette action était de \$22 à la fermeture. Pendant la dernière année, cette action a fluctué de \$21-7/8 à \$27-1/4. De 1975 à 1978, les bénéfices annuels ont été successivement de \$2.99 par action, \$2.71, \$3.18 et \$4.48. En 1978, les prévisions de bénéfices sont

de \$4.65 par action et on prévoit \$5.10 en 1980.

Calgary Power A

Wood Gundy recommande cette valeur. D'un cours de \$40-1/4 le 9 novembre à la Bourse de Toronto, elle a varié de \$36-7/8 à \$46-3/4 au cours des douze derniers mois. Le bénéfice par action prévu pour 1980 est de \$5.55. En 1979, l'action produirait un bénéfice de \$5.10. Pendant les 4 années précédentes, le bénéfice enregistré a été de \$3.40 en 1975, \$3.78 en 1976, \$4.28 en 1977 et \$4.75 en 1978.

Une décision bien éclairée...



Bien choisir pour bien vous servir

Tout comme nous, vous savez que lorsqu'on a le rôle de bien servir une clientèle ou une communauté, chaque décision doit refléter cette préoccupation. Ainsi, quand est venu le temps de renouveler sa flotte aérienne, Air Canada a voulu que le choix des appareils soit fait en fonction de mettre à votre disposition un plus grand nombre de vols sans escale, dans des avions spacieux, de desservir encore mieux ses routes transatlantiques et nord-américaines, et en fonction de se financer principalement à même ses revenus.

Le choix: 12 Boeing 767 et 6 Lockheed 1011-500

Une décision éclairée. Ces nouveaux Lockheed jouissent d'une autonomie en carburant supérieure aux premiers modèles 1011: ils seront surtout affectés au service outre-mer. Quant aux Boeing 767, ils feront leur entrée en 1982, principalement sur les routes nord-américaines. Ce nouvel appareil répondra aux nouvelles normes d'économie de carburant des années 80.

Une décision à la mesure d'un chef de file

Nos spécialistes, reconnus dans le monde entier pour leur compétence, ont pu relever le plus grand défi de l'histoire canadienne de l'aéronautique. Nous sommes déjà le chef de file, mais en prenant une telle décision mariant à la fois vos intérêts et les exigences techniques et financières d'Air Canada, nous montrons encore davantage notre intérêt à le demeurer.

Plus que jamais, on y va ensemble.

... dans votre intérêt et le nôtre.



AIR CANADA



La corporation: d'autres avantages fiscaux

Nous avons vu qu'il peut être avantageux de s'incorporer pour un particulier et que cette incorporation peut se faire sous forme de compagnie de gestion ou compagnie de service. La principale considération de l'incorporation est généralement le taux réduit d'imposition dont bénéficient certaines compagnies, notamment la petite entreprise active qui, à cause de la "déduction aux petites entreprises" que lui accorde la loi de l'impôt, est imposée seulement au taux de 27%. Mais les avantages fiscaux que peut tirer un contribuable d'une incorporation ne s'arrêtent pas là.

Un autre taux plus réduit

Ainsi, si cette même entreprise active fabrique des biens, elle bénéficie d'un taux d'imposition encore plus réduit et qui est de 22%. C'est-à-dire qu'elle sera imposée à 10% au fédéral et à 12% au provincial. Sans donner une définition approfondie de ce qu'il entend par fabrication et transformation, le législateur a expressément prévu les cas d'exclusion et les cas d'inclusion. Il serait donc utile de s'y référer pour s'assurer que la corporation qu'on veut mettre sur pied, ou qu'on a déjà mise sur pied, se qualifie bien comme compagnie de fabrication et de transformation et qu'elle bénéficiera donc du taux de 22%.

Selon les tribunaux, une compagnie qui avait acheté du bois rond qui fut coupé en billes par les fournisseurs et expédié à la compagnie mère, n'exerçait pas une opération de fabrication ou de transformation. Tel n'était pas le cas non plus pour une compagnie dont les activités consistaient à extraire et transporter du sable et du gravier aux fins de construction. L'interception et le traitement de signaux téléportés pour la retransmission aux abonnés de la télévision par câble n'ont pas été non plus considérés comme constituant une opération de transformation de marchandises destinées à la vente.

Fractionnement du revenu

Un autre avantage vient du fait que la corporation est une entité juridique distincte de son principal actionnaire, ce qui permet à ce dernier de verser un salaire à son conjoint par le biais de sa corporation et le déduire dans le calcul du revenu de cette corporation. De cette manière, c'est le conjoint qui se trouve à être imposé sur ce salaire et non pas l'actionnaire.

Un tel avantage n'est pas possible dans le cas d'un particulier exploitant une entre-

prise sans le véhicule corporatif. S'il emploie son conjoint, il ne pourra pas déduire le salaire qu'il lui paiera dans le calcul de son revenu. En vertu des règles d'attribution, le salaire versé au conjoint sera rajouté au revenu du propriétaire de l'entreprise et sera, par conséquent, imposé entre ses mains plutôt qu'entre les mains de ce conjoint, et

cela même si le conjoint a réellement travaillé dans l'entreprise.

Fractionnement par voie de dividendes

Comme nous l'avons déjà souligné dans une précédente publication dans le cadre de cette chronique, un contribuable peut s'arranger de manière à ce que son conjoint

et ses enfants soient également actionnaires. Ceci permettrait que le revenu de la compagnie soit distribué entre les membres de la famille sous forme de dividendes. Comme on le sait, ce moyen de rémunération est particulièrement alléchant si l'on tient compte de l'exemption de \$1 000 et du dégrèvement d'impôt sur les dividendes

imposables.

Il faut souligner que ceci est encore plus avantageux lorsque la compagnie bénéficie de la déduction des petites entreprises et qu'elle se trouve ainsi imposable seulement au taux de 27%, ou mieux encore, au taux de 22% si ses revenus proviennent de fabrication ou transformation.

(Suite à la page 23)



Les hommes d'affaires préfèrent Sabena

Les habitués des lignes aériennes et plus particulièrement les hommes d'affaires ont des exigences qui réclament des services à la mesure de leurs besoins. C'est pourquoi ils préfèrent Sabena.

Bruxelles, l'aéroport le plus pratique d'Europe

Bruxelles, capitale de la Communauté économique européenne et un des plus importants centres d'affaires internationales, est devenue par le fait même l'un des aéroports les plus pratiques qui soient tout en conservant une dimension humaine. Tous les services sont regroupés dans un seul bâtiment et il n'y a pas de couloirs interminables. L'organisation est efficace: pas d'at-

tentes inutiles, pas de bousculades et surtout, des bagages qui suivent fidèlement. L'aéroport possède également l'une des plus intéressantes boutiques hors-taxes d'Europe. Quant aux correspondances, elles sont particulièrement faciles et agréables; il suffit de changer de vol et non d'aéroport. À partir de Bruxelles, Sabena offre quelque 75 destinations dans plus de 50 pays.

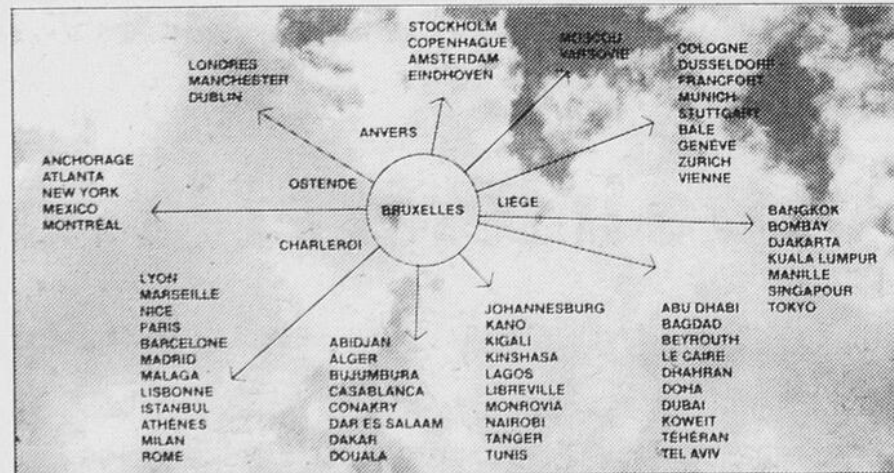
Les privilèges du Sabena Business Club

Les hommes d'affaires qui deviennent membres du "Sabena Business Club", ont droit à des privilèges intéressants tels: un excellent système de réservations, un enregistrement prioritaire des bagages au comptoir de pre-

mière classe même s'ils voyagent en classe économique, l'accès aux salons d'accueil du SBC et aux salons VIP à l'aéroport de Bruxelles, l'utilisation d'une salle de réunion, d'un secrétariat comprenant: téléphones, télex, photocopieuses, machines à écrire et à dicter.

Une multitude d'avantages pour l'homme d'affaires

Sabena parle français et sa sympathie renommée n'est plus à faire. Que l'on songe à la courtoisie de son personnel, à la ponctualité de ses vols, au confort de ses 747 et à la gastronomie belge de réputation internationale, on comprend mieux pourquoi Sabena est la préférée des connaisseurs. Enfin Sabena offre un vaste choix de départs de Montréal.



SABENA

belgian world airlines

Fondée en 1923, la Sabena fait partie des pionniers de l'aviation commerciale. Elle transporte plus de 2 millions de passagers par an.

Voyez votre agent de voyages ou appelez:

Montréal (514) 861-2631
Ottawa (613) 236-0641
Québec (418) 692-1742
Toronto (416) 366-3031

Sabena lignes aériennes belges
3, Place Ville Marie
suite 307, Montréal, Qué.

	ANNÉE			
	VENTES	HAUT	BAS	CHANG.

	ANNÉE			
	VENTES	HAUT	BAS	CHANG.
A.G.F.M	5479	300	280	300
Abby Gln w	2700	55 1/2	5 1/2	5 1/2
Abtl Prce	84272	177 1/2	17 1/2	17 1/2
Abitibi 10	273	52 1/2	5 1/2	5 1/2
Acklands	3060	16	16	17
Ackind 2p	250	15	14 1/2	15
Action Trd	34350	42	38	40
Adnanc M	23151	440	405	430
Alton Min	2100	52	19 1/2	21
Agnico E	24330	57	6 1/2	6 1/2
Agra Ind A	8275	55	465	480
Akaitcho	2100	131	125	130
Albany	74407	107	98	102
All Energ	55033	336	33 1/2	34 1/2
Alta Gas A	124430	223 1/2	23 1/2	23 1/2
Alta G E p	400	22 1/2	23 1/2	23 1/2
Alta G F	3740	226	24 1/2	24 1/2
Alta G 9.76	12972	226 1/2	24 1/2	24 1/2
Alta G 7.60	1900	223 1/2	22 1/2	22 1/2
Alta G 6.95	63720	233 1/2	32	32 1/2
Alcan Nat	400	547	6	5
Alcan	81635	545 1/4	42 1/2	42 1/2
Alcan pr	100	227	27	27
Algo Cent	2000	220	19	20
Algoma St	66172	228 1/2	28	28
Algoma St p	1300	225 1/4	24 1/4	24 1/4
Algon pr	120	57 1/4	7 1/4	7 1/4
Allaroc Dv	3475	545	45	45
Alumin 4 pr	250	540	40	40
Alum 3rd p	2300	225 1/2	25	25
Am Bonza	258882	335 1/2	33 1/2	33 1/2
Am Lander	11000	33	31	32
Amcan	2000	470	450	450
Am Lead	30000	330	310	310
Am Eagle	135450	47 1/2	39	40
Andrew W A	2208	111 1/2	10 1/2	10 1/2
Andrew W B	900	110 1/2	10 1/2	10 1/2
Ang CT 4/5	149	225	25	25
Ang CT 2/6	200	229	28 1/2	28 1/2
Ang CT 290	285	334	34	34
Ang CT 315	250	335	34	34
Ang D Gld	2975	195	180	195
Ang U Dev	7800	445	390	410
Anthes B p	175	83 1/4	83 1/4	83 1/4
Aquitaine	46935	339	34 1/2	34 1/2
Argosy	2202	26	26	26
Argus	2125	181 1/4	17	17
Arqs 250 p	170	327 1/2	32 1/2	32 1/2
Arqs 260 p	500	229 1/2	29 1/2	29 1/2
Arqs B pr	1235	228	27 1/4	27 1/4
Arqs C pr	3100	26 1/2	6 1/2	6 1/2
Asamera	72500	19 1/4	18	19 1/4
Asbestos	3475	339	37	38
Asoc Porc	2864	160	150	150
Astral	300	225	225	225
Atco A	22065	117	16 1/4	16 1/4
Atl C Cop	19000	82	73	75
Atlas Yk	5500	69	66	66
Ato Hard A	985	112 1/2	11 1/2	12 1/2

B

BC Sugar A	1443	335 1/2	35	35
BP	61708	338 1/2	34 1/2	34 1/2
Banister C	18775	131 1/2	12 1/2	12 1/2
Bank BC	1775	30	28	29
Bank Mtl	64818	223 1/2	21 1/2	22 1/2
Bank N S	66127	223 1/2	21 1/2	21 1/2
Bankeno	33050	420	375	410
Barex	20000	23	18	20
Bary Expl	26100	175	170	170
Basic Res	112470	127 1/2	11 1/2	12 1/2
Bathrst p	2100	112	11	11
Baton B	9450	112 1/2	12	12 1/4
Bay Mills	500	220 1/4	20 1/4	20 1/4
Belding A	1034	310	310	310
Bell Canad	191563	220 1/2	20 1/2	20 1/2
Bell A pr	279	55 1/2	58 1/2	58 1/2
Bell B pr	215	55 1/2	59 1/2	59 1/2
Bell C pr	426	27 1/2	27 1/2	27 1/2
Bell D pr	325	30 1/2	30 1/2	30 1/2
Bell E pr	687	33 1/2	30 1/2	30 1/2
Bell 2.28	687	33 1/2	30 1/2	30 1/2
Bell 1.80	34042	221 1/2	20 1/2	20 1/2
Bell 1.96	8080	224 1/2	24 1/2	24 1/2
Beth Cop	1115	117 1/2	16 1/2	17 1/2
Bighart O G	9450	36 1/2	6 1/2	6 1/2
Black P A	6000	27	25	25
Blakwood A	225	114	13 1/2	14
Bomac	1300	55	49	50
Bombard Inc	531	110	9 1/2	9 1/2
Bonanza Oil	159984	88 1/2	7 1/2	8 1/2
Bonanza W	147115	330	275	315
Border C	14600	400	370	400
Bow Vally	86013	519 1/4	39 1/2	40
Bow-m pr	225	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Bralor Res	35345	519 1/4	15 1/4	15 1/4
Bramalea	1151	117	16 1/4	17
Brascan A	68378	221 1/2	21 1/2	21 1/2
Brcsn 8 1/2	2150	526	25 1/2	25 1/2
Brenda M	11105	523 1/2	21 1/2	23 1/2
Bright A	500	15 1/2	15 1/2	15 1/2
Brinco	8806	210	170	170
Brinco p	246	485	485	485
Br Am Bnk	26	540 1/4	40 1/4	40 1/4
BCFP	22565	522 1/2	20	20
BCFP pr	410	535	35	35
BCP Pack B	120	553	53	53
BCRIC	67025	57	6 1/4	6 1/4
BC Phone	32019	116	15 1/2	16 1/2
BCPH 4 1/2 p	110	548	48	48
BCPH 4 1/2 p	225	549	48 1/4	49
BCPH 4 1/2 p	580	535	52	53
BCPH 1956	325	552	52	53
BCPH 4.84	1150	514	13 1/2	14
BCPH 5.15	170	556	63	63
BCPH 5 1/2 p	325	564	63	63
BCPH 6 pr	404	564 1/4	64 1/4	64 1/4
BCPH 6.80	824	519 1/4	18 1/2	19 1/4
BCP 7.04 p	2285	521 1/2	20	21 1/2
BCP 10.16 p	1560	527 1/2	27	27 1/2
BCP 2.32 p	256	531	31	31
Broul Reef	9500	65	60	60
Brunswk	18303	59 1/2	8 1/2	9 1/2
Budd Can	4740	59	8 1/2	9 1/2

C

CC Yachts	1492	320	315	320
CAE	9885	112 1/4	11	11
CME Res	37720	228	190	222
Cad Frv	76714	117 1/4	17 1/4	17 1/4
Cad Frv A	28182	59 1/4	8 1/4	9 1/4
Cal P 5 p	27069	541 1/2	40 1/2	41 1/2
Cal P 5 1/2 p	250	595	95	95
Cal P 10 p	25	103 1/2	103 1/2	103 1/2
Cal P 9.80	60	1106	105	106
Cal P 9.75	850	1108	104	107
Cal P 2.36	62	1104	100	104
Cal P 8 1/4	325663	106	96	101
Calvert	375000	30	29	29
Cam Mine	11825	114 1/2	13 1/4	14 1/4
Camflo	10250	110 1/2	10 1/2	11 1/2
C Chib A	9205	525 1/4	24 1/4	24 1/4
Camp RL	10547	111 1/4	11	11 1/4
Can Cem C	634	114 1/4	14 1/4	14 1/4

	ANNÉE			
	VENTES	HAUT	BAS	CHANG.

CDC	41692	59	7 1/4	9
CDC pr B	10421	110 1/2	107	110 1/2
Can Malt A	900	532	31 1/2	31 1/2
C Nor West	40190	116	15	15 1/2
C Packrs	5865	330 1/4	29 1/2	30
Can Perm	113758	118 1/4	17 1/4	18
CPerm 6 1/4	7200	223 1/2	21 1/2	22 1/2
CS Pete	423590	110 1/2	9 1/2	9 1/2
Can Trust	5365	217 1/2	21 1/2	21 1/2
Car Trust 7 1/4	1272	183 1/4	18 1/4	18 1/4
C Tung	1829	221	20 1/2	21
Cdn Arrow	2000	75	75	75
CCablesy A	13950	13 1/4	13	13 1/4
CCablesy B	240	112 1/2	12 1/2	12 1/2
C Cable w	4566	230	210	220
Cdn Cel	2900	58	7 1/2	7 1/2
CC Man A	1625	223 1/4	22 1/4	23 1/4
C Curtis	2600	73	73	73
C Formost	100	66 1/2	6 1/2	6 1/2
CGE	305	229	29	29
CG Invest	2032	222 1/2	22	22 1/2
C Hidrogas	424	151 1/4	15 1/4	15 1/4
C Homestd	12825	22	22	22 1/2
C Hydro pr	100	111	11	11
CI Bk Com	69900	224 1/2	23 1/2	24 1/2
CIL	2916	224	23	23
CIL pr	221	443	43	43
C Lencour	6000	28 1/2	25	28 1/2
C Manoir	2000	55 1/2	5 1/2	5 1/2
C Marconi	15290	115 1/4	14 1/4	15 1/4
C Merrill	9494	224 1/2	22 1/2	23 1/2
Cdn Nat Res	32497	58 1/4	7 1/4	7 1/4
C Occidental	118399	114 1/2	11 1/2	12 1/2
C Ocntrl p	300	227	27	27
CP Inve	141808	334 1/2	32 1/2	33 1/2
CP Ltd	362271	337	34 1/4	34 1/4
CPL A p	2000	59 1/2	9 1/2	9 1/2
CPL 4 p	1800	57 1/2	7 1/2	7 1/2
C Reserve	16419	221 1/4	21	21
Cdn Sup O	4055	226	215	206
Cdn Tire	1561	224 1/2	24 1/2	24 1/2
Cdn Tire A	9288	224 1/2	24 1/2	24 1/2
C Utilites	3599	118 1/2	11 1/2	11 1/2
C Util 5 pr	215	55 1/4	5 1/4	5 1/4
C Util 10 1/4	1100	226 1/2	26 1/2	26 1/2
C Util 9.24	1470	226 1/2	25 1/2	25 1/2
C Util 7.30	200	222 1/2	22 1/2	22 1/2
Canbra	500	415	410	415
Candel Oil	431	55	52 1/2	55
Canrav Res	17538	270	260	260
Canron A	4225	113	12 1/4	12 1/4
Cara	23075	147 1/2	14 1/2	14 1/2
Carl OK	30862	55 1/4	5 1/2	5 1/2
Carl A p	1775	224 1/4	24	24 1/2

bourse de toronto

Carl B p	640	529	28 1/2	29
Carma A	4101	112 1/4	12	12 1/2
Carma 8.75	300	119	19	19 1/2
Carolin M	5320	113 1/2	13 1/2	13 1/2
Carrier JD	2100	28	28	28
Car	600	35	35	35
Cassiar	7441	112 1/4	11 1/4	11 1/4
Cassidy L	2400	45	42	44
Cassidy A p	175	56	6	6
Cassidy r	1627	2	2	2
Celanece	16085	55 1/2	49 1/2	50
Celan 175 p	520	118	17 1/4	17 1/4
CHI Est A	3000	111 1/4	11	11
CHI Fund A	1100	56	5 1/4	5 1/4
Cent Pat	1300	240	230	230
Chancellor	15349	55 1/2	5	5
Charter Oil	2360	278	262	262
Cherokee	2100	28	28	28
Chib Kay	17500	15	14 1/2	14 1/2
Chief M	2100	52	52	52
Chieffan D	36284	323 1/2	29 1/2	30 1/2
Chimo	4200	175	160	165
Chromaco	200	240	240	240
Chrysler	6886	58 1/4	7 1/2	7 1/2
CHUM B	4500	59 1/2	9 1/2	9 1/2
Cockfield	10861	55 1/2	47 1/2	48
Coil Lake	4500	25	24	24
Complex	16700	495	440	475
Cominco A	30435	545 1/2	42	45 1/4
Cominco A	1025	525 1/2	25	25 1/4
ComCap Tr	225	11	11	11
ComCap T	1000	111	10 1/4	11 1/4
Comcr O G	50730	305	290	295
C Holiday	110	9 1/4	9 1/4	9 1/4
Compr Ap	900	114 1/2	14 1/2	14 1/2
Comtech	600	250	250	250
Conduit A	150	470	470	470
Coniagas	5200	125	110	125

ANNÉE					ANNÉE					ANNÉE				
VENTES	HAUT	BAS	FERM.	CHANG.	VENTES	HAUT	BAS	FERM.	CHANG.	VENTES	HAUT	BAS	FERM.	CHANG.

(Suite de la page 21)

Mar T 940	520	\$11	11	11	+ 1/2	11 1/2	10
Mar T 765	22500	\$9	8 1/4	8 1/4		10 3/4	8 1/4
Markel F	500	\$6 1/4	6 1/4	6 1/4	- 1/8	7 1/4	5 3/4
Mark Spnc	1948	\$7 1/4	7 1/4	7 1/4	- 3/4	9 3/4	6 3/4
Mass Fer	40761	\$10 1/2	10 1/2	10 1/2	- 1/4	15 1/2	10 1/2
Mass F A	4850	\$19 1/4	18 1/4	19	+ 1/8	25 1/2	17 1/4
Mass F B	5955	\$19 1/4	18 1/4	19 1/4	+ 1/4	25	17
Matchan	19500	28	24	25	- 3	42	14
Mc Adam	12500	35	30	32		47	26
McGraw H	800	\$9	8 1/2	8 1/2	- 1/8	10	8
Mc Inyre	20250	\$5 1/2	5 1/2	5 1/2		6 1/4	5 1/2
McLaughlin	9000	\$9	8 1/4	8 1/4	+ 3/4	11 1/4	6 3/4
McLighl 9	425	\$18 1/4	18 1/4	18 1/4	+ 3/4	22 1/2	15 1/4
McLighl 10	1671	\$13 1/4	13 1/4	13 1/4		17	13 1/4
McLighl w	250	\$5 1/4	5 1/4	5 1/4		7 1/2	3 7/8
Melcor	3300	\$11 1/4	11 1/4	11 1/4	- 1/8	16	11 1/4
Mentor	10700	330	305	315	- 25	410	260
Mercantill	4874	\$14 1/4	14 1/4	14 1/4	- 1/4	16 3/4	13 1/2
Merland E	149875	\$19 1/4	18 1/4	18 1/4	+ 1/8	20 3/4	8 1/4
Mef Stors p	290	\$14 1/4	14 1/4	14 1/4		16 3/4	14 1/2
Mef Str 67p	290	\$14 1/4	14 1/4	14 1/4	- 1/4	16 3/4	14 1/2
Mex LP	2338	240	240	240	+ 25	240	205
Mex LP pr	265	\$5 1/2	5 1/2	5 1/2		6 1/4	5 1/2
Mickson	4600	255	245	245	- 5	270	140
Mikes Subs	2500	180	157	180	+ 28	265	150
Minrl Res	59886	300	235	290	+ 58	415	152
Mitfel Corp	174125	\$14 1/4	12 1/4	14 1/2	- 2	14 1/2	10
Moffat A	3200	\$12 1/4	12 1/4	12 1/4	- 3/4	13	8 1/4
Molson A	7355	\$24	22 1/2	24	+ 1 1/2	28 1/2	22
Molson B	4648	\$22	21	21 1/2	+ 1/2	26 1/2	20
Monocna A	555	\$11	10 1/4	10 1/4	- 1/8	13 1/4	10 1/4
Moneta P	3245	70	65	70	+ 10	110	35
Mtl Trust	2285	\$16 1/4	16 1/4	16 1/4	+ 1/4	23	16
Moore	60505	\$33 1/2	33	33 1/2	+ 40	32 1/2	30
Mtn States	6650	\$11 1/4	10 1/4	10 1/4	- 3/4	16	8
Muncl SL	100	\$5 1/2	5 1/2	5 1/2		7 1/2	5 1/2
Muncl SL p	400	\$10	10	10		12	10
Murphy	22170	\$28 1/2	26 1/4	28 1/2	+ 1 1/4	30 1/2	11 1/4

O'Brien	60075	226	220	220	- 7	305	137
Occentl Pt	100	\$29 1/2	29 1/2	29 1/2	+ 7 1/2	30	20 1/2
Oceanus I	215	125	125	125		200	105
Ocelot A	3490	\$28 1/2	25 1/4	28 1/4	+ 3	33 1/2	13 1/2
Ocelot B	63612	\$28 1/2	25 1/4	28 1/4	+ 2 1/2	33	13 1/2
Okanagan	2300	\$16	15 1/4	15 1/4	+ 1/2	18 1/4	9 1/4
Onaping	37850	285	260	275	+ 15	390	104
Oshawa A	11912	\$7 1/2	7 1/2	7 1/2	+ 1/4	9 1/4	7
Osisko	25200	31	28	30		52	23
Oxford A	3500	\$16	15 1/2	15 1/2	- 1/4	20 1/2	14 1/4
PCL Indust	2266	495	480	485	+ 10	7 1/4	450
Pac Coper	13100	220	210	220	- 7	274	157
Pac Nth G	1760	\$6 1/4	6 1/4	6 1/4	- 1/8	7 1/2	430
Pac Nth 6 1/4	958	\$18	17	17 1/2	- 1/4	21	17
Page Pet	172010	\$21 1/4	19 1/4	21 1/4	+ 1 1/4	21 1/2	8 1/2
Page Pet 7	38730	\$12 1/4	11 1/4	12 1/4	+ 1/4	14	9 1/2
Pagurian A	7810	310	300	310		440	290
Paloma P	10359	\$7	5 1/4	6 1/4	+ 1 1/2	7 1/2	265
Pamour A	50850	\$7 1/2	7	7 1/2	+ 1/2	10 1/4	5 1/4
Pancana I	24700	300	280	295		435	116
PanCan	3096	\$6 1/2	5 1/2	6 1/2	+ 1/2	6 5/8	38 1/2
Pango Gld	2200	62	62	62		98	42
Parlake	309202	425	350	415	+ 50	425	185
Parlino N V	166	\$23	23	23	- 3/4	27 1/2	18 1/4
Pe Ben O	8400	195	186	195	- 5	274	165
Peerless	200	\$6	6	6	- 1/4	8	5
Pemina	26405	10	9 1/4	9 1/4	+ 1/4	11 1/4	7 1/4
Pennant	102033	165	151	155	- 1	240	130
Penningt	400	\$6 1/2	6	6 1/2		8	5 1/2
P Jewl A	1100	\$11 1/2	11 1/2	11 1/2	- 1/8	16	11 1/2
Petrofina	9940	\$45 1/4	44 1/4	45	+ 1/2	47 1/2	22 1/4
Petrol	38145	\$9 1/4	7 1/2	9	+ 1 1/2	9 1/2	40
Pevo Oils	27325	\$18	17 1/4	17 1/4	+ 1/2	18 1/4	8 1/4
Phillips Cl	800	\$10 1/2	10 1/2	10 1/2	+ 1/4	11 1/4	8 1/4

Ronvx Cor	14750	440	415	440	+ 20	5 1/4	280
Rothman	3664	\$18 1/2	18	18 1/2	+ 1/2	23 1/2	18
Rothm A p	2125	\$80 1/2	80 1/2	80 1/2		89 1/2	83
Rothm 2p	2721	\$14 1/2	14	14 1/2		18 1/2	14
Royal Bnk	54050	\$37	36 1/2	36 1/2	- 1/4	46 1/4	36
Rvl T & M	1600	\$11 1/4	11	11	+ 1/4	14	10 1/2
Rv Trsco A	17003	\$13 1/4	13 1/4	13 1/4	+ 1/4	17 1/2	13
Rv Trsco B	21	\$12 1/2	12 1/2	12 1/2		17 1/4	14
Russel A	57700	\$12 1/2	12 1/2	12 1/2	- 1/8	15 1/4	11 1/4
Russel B	241	\$12	12	12		13 1/2	12
Russel 9 1/2	725	\$20	19 1/2	19 1/2	- 1/8	22 1/2	19 1/4
Russel 170	1100	\$17 1/2	17 1/2	17 1/2	- 1/8	19 1/2	17

Texasgulf p	1250	\$51	51	51	- 1/4	59 1/2	42 1/4
Thd CGInv	250	\$16	16	16	- 1	18 1/2	15 1/4
Thom L	20500	57	47	57	+ 19	63	30
Thom N A	3265	\$14 1/4	13 1/4	14	+ 1/4	17 1/4	13 1/4
Thom N pr	260	\$41	41	41		46 1/2	41
Toromont	218	330	330	330	- 5	415	310
Tor Dm Bk	39378	\$22	21 1/2	21 1/2		26 1/2	21
TD Rly p	4584	\$22 1/4	21 1/4	22	+ 1/4	24 1/4	21
Tor Sun	950	\$12 1/4	12 1/4	12 1/4	+ 1/4	14 1/2	11 1/4
Torstar B	2417	\$21	20 1/2	21	+ 1	24 1/2	17
Total Pet	163753	\$28 1/2	27 1/2	28 1/2	+ 1/2	31 1/4	17 1/2
Toil Pet w	51100	\$18 1/4	17 1/4	18 1/4	+ 1/8	22 1/4	9 1/2
Traders A	16409	\$14 1/4	14 1/4	14 1/4		18	13 1/4
Trader B p	118	\$23	23	23	- 1/2	25	22 1/2
Trade 1/2 p	500	\$10 1/2	10 1/2	10 1/2	- 1/4	12 1/2	10
Trade 7/8 p	193	\$40	40	40		47 1/2	40
Tr C Glass	450	\$8 1/2	8	8	- 1/2	10	6 1/4
Tr Can Res	242947	415	375	405	+ 25	470	176
Trns MT	24115	\$11 1/4	10 1/2	10 3/4	+ 1/4	12	8 1/2
Trns Wst	77700	245	200	230	+ 30	257	170
TrCan PL	4755	\$23 1/2	22 1/2	23 1/4	+ 3/4	27 1/4	17 1/4
TrCan B pr	990	\$33 1/4	33	33	+ 2	40	31
TrCan C pr	270	\$76	75	76		81	58 1/2
TrCan D p	760	\$51	50 1/4	51	+ 1	56 3/4	50
TrCan D p	100	\$17	17	17	- 1/2	18	10 1/4
Truway	500	\$70	450	450	- 20	570	400
Treco Inc	2150	\$38	35 1/4	38	+ 2 1/2	43	24
Trimac 9/12	1150	\$25 1/2	25 1/2	25 1/2		28	25
Trimac wt	3300	\$29	27	29	+ 2	33	16
Trin Chib	11000	\$23 1/2	21 1/2	23 1/2	+ 1 1/2	35	10 1/2
Trinity Res	103150	\$6 1/4	6 1/4	6 1/4	+ 1/2	8 1/2	450
Trizec Crp	145	\$19 1/4	19 1/4	19 1/4		23 1/2	15 1/4
Tru-Wall	1500	55	55	55	- 5	100	40
Turbo Cl A	7638	\$16	14 1/4	16	+ 1 1/4	18 1/4	8 1/4
Turbo Cl B	27804	\$15 1/4	14 1/4	15 1/4	+ 3/4	18 1/2	7 1/4
Turbo Pr	1100	\$18 1/2	17 1/4	18 1/2	- 1/8	20 1/2	17 1/4
Turbo W	9650	\$10 1/4	9 1/4	9 1/4	+ 1/4	12 1/2	5 1/2

bourse de toronto

N

N B Cook	11000	\$8 1/4	7 1/4	8	- 1/8	9 1/4	145
NBU Mine	19242	320	290	290	- 30	430	145
Nat Bk Can	19658	\$12 1/2	12	12	- 3/4	13	12
Nat Drug	3200	\$11 1/4	10 1/4	11 1/4	+ 1/4	13 1/2	10
Nat Drug p	575	\$11	11	11	+ 3/4	13 1/2	10 1/4
N Hees Ent	203	365	365	365		410	310
Nat Pete	27500	130	122	126	+ 2	180	62
Nat Sea A	1600	\$14 1/2	14 1/4	14 1/2		24 1/4	14
Nat Trust	4585	\$24 1/2	24	24 1/2	- 1/8	25	19 1/4
Nemco	33250	285	270	280	+ 10	375	240
Nearmar	11316	265	235	265	+ 30	295	143
NB Tel A	4223	\$21	20	21	+ 1	24 1/4	19
NB Tel B	230	\$15 1/2	15 1/2	15 1/2		19	16
NB Tel 1.85	300	\$20 1/2	20	20	- 1/2	22 1/2	20
N Kelore	15000	20	19	19	+ 1	38	13 1/2
N Provid D	1000	50	50	50	- 5	97	39
N Que Raql	9150	252	240	245	- 4	335	145
N Senator	34200	22	19 1/2	20	- 2	36	9
N York LI	25594	245	230	240	- 5	395	200
Nfld LP A	11460	\$17 1/4	17 1/2	17 1/4	+ 1/4	21 1/2	16 1/4
Nfld Tel	955	\$10 1/4	10 1/4	10 1/4		12 1/2	10 1/4
Nfld Tel 975	400	\$20 1/4	20 1/4	20 1/4	- 1/4	23 1/2	19 1/4
Newcor	11000	16 1/2	16	16 1/2	+ 1/2	19 1/2	15 1/2
Nick Rim	1300	\$23	23	23	- 1/2	35 1/2	15 1/2
Noble M	3000	\$18	17	18	+ 1	18 1/2	8 1/2
Noma A	400	\$10	9 1/2	10	+ 1/2	12 1/2	9 1/2
Nor Acme	62500	30	23	29	+ 6 1/2	49	7 1/2
Noranda	215448	\$18 1/4	18 1/4	18 1/4	+ 1/4	22	12 1/2
Noraska	11000	39	37	39	+ 1	68	35
Norcen	340234	\$28 1/4	25 1/4	27 1/2	+ 2	30 1/2	16 1/2
Norcen B	370	\$22	22	22		25 1/4	22
Norcen 288	38810	\$51 1/4	49 1/2	51	+ 1 1/2	55	44
Nordair A	100	\$13 1/2	13 1/2	13 1/2	- 2	18	12 1/2
Norlix	4871	14	13 1/2	14		23	6
Normick P	6900	\$7 1/4	6 1/4	6 1/4	- 1/4	10 1/2	6
NC Oils	13794	\$20	18	19 1/4	+ 1 1/2	20	8 1/2
NCO pr	760	\$42 1/2	39	42 1/2		42 1	

Un exemple dont pourrait s'inspirer les Montréalais

(Suite de la page 24)

plus est, les hommes d'affaires ont repris confiance et regardent l'avenir avec optimisme. Plusieurs d'entre eux (50% mentionne notre interlocuteur) pensent même à une expansion éventuelle.

Selon une enquête réalisée pour la Chemical Bank, par la firme Louis Harris Associates, une entreprise nationale spécialisée dans les sondages d'opinion, les petites et moyennes entreprises qui sont la majorité à New York sont fermement décidées à y rester. "L'exode est terminé", nous déclare M. Getman. Et il semble que ce soit vrai puisque à 90%, industriels et commerçants affirment vouloir demeurer à New York et y prospérer.

Est-ce à dire que tout va sur des roulettes et que les pro-

blèmes sont chose du passé? "Loin de là, nous répond le vice-président de la Chambre de Commerce, the city is broke." Les finances de la ville sont toujours déficientes, mais, avec l'appui du gouvernement américain, celle-ci réussit à financer ses activités. En contrepartie, elle s'est engagée à équilibrer ses finances d'ici 1982 et cela selon des principes comptables reconnus car, paraît-il, c'était là un des une comptabilité.

Pour le moment donc, New York demeure insolvable et les infrastructures municipales qui sont, on s'en doute bien, gigantesques, se font vieilles et il faut songer à les renouveler. Au cours des vingt prochaines années, la ville devra trouver quelque chose comme \$40 milliards.

Autre sujet d'inquiétude, New York compte parmi sa population plusieurs centaines de milliers de citoyens "illégaux" qui, par tous les moyens, éviteront d'être recensés en 1981 avec le résultat que l'aide fédérale en sera réduite d'autant. Ce ne sont là que quelques-unes des difficultés auxquelles la métropole américaine aura à faire face.

Malgré tout, les dirigeants de la Chambre de Commerce sont optimistes: les finances de la municipalité seront rétablies sur une base saine en 1982, la création d'emplois est à la hausse, les citoyens reviennent au centre de la ville et, surtout, New York est toujours la "capitale internationale des affaires". Et, comme nous le mentionnions plus tôt, cette opinion semble partagée par la communauté d'affaires.

Qu'est-ce qui a bien pu se produire pour que la débâcle cesse, pour que le cou-

rant change et pour que la situation évolue dans le sens que l'on connaît aujourd'hui.

Quels moyens ont été mis en oeuvre? De quels outils s'est-on servi?

La corporation: d'autres avantages fiscaux

(Suite de la page 20)

Signalons cependant qu'en cette matière, il y a des règles d'attribution à surveiller et qu'un contribuable qui contrôle la corporation n'est pas éligible à l'exemption des \$1 000.

Avantages aux employés

Le fait qu'un contribuable soit incorporé et travaille pour sa compagnie lui donne l'avantage d'être employeur (par l'entremise de la compagnie) et employé. Pour tirer profit de cet avantage, il peut contribuer au Régime de Pension

enregistré et au Régime de Participation Différée aux bénéficiaires, à titre d'employeur et à titre d'employé, ce qu'un contribuable non incorporé ne peut faire. Notons cependant que pour ce dernier régime, l'employé ne peut déduire de ses revenus ses contributions.

En terminant, nous voulons attirer l'attention du lecteur sur le fait que les avantages que nous avons mentionnés sont les plus évidents, mais que d'autres avantages peuvent résulter d'une incorporation dépendant du but recherché par le contribuable et de sa situation particulière.

ADMINISTRATEURS GESTIONNAIRES INFORMATIENS

DIRECTEURS DE PERSONNEL



EDITEUR ET CONSEILLER EN ADMINISTRATION

POUR TROUVER REPONSES A VOS QUESTIONS ET VOUS DONNER LES OUTILS NECESSAIRES A LA REALISATION DE VOS OBJECTIFS

AGENCE D'ARC INC, vous offre un choix d'ouvrages de langue française en Sciences humaines, gestion du personnel, informatique, administration publique, management etc...

Nous vous invitons à vous procurer les ouvrages de notre collection, dont voici quelques suggestions :

LES RELATIONS INTERPERSONNELLES, P. Simon, L. Albert, 1975, \$18.50
(communication, croissance personnelle, prise de décision, évaluation, changement etc...)

LE RESSOURCEMENT HUMAIN, P. Simon, 6e édition, 1979, \$13.50
(organisation et structure de l'entreprise, relations humaines, motivation, leadership, art de commander, processus de la prise de décision etc...)

LA DIRECTION DU PERSONNEL, P. Simon, L. Albert, nouvelle édition 1979, \$13.50
(évaluation des emplois, sélection, rémunération, intégration individuelle et collective etc...)

INFORMATIQUE ET INFORMATION, R. Hurtubise, 1978, \$16.25
(concepts des systèmes d'information aux fins de gestion, démarche SIG etc...)

LA GESTION DE L'INFORMATION, suite de 'Informatique Information', R. Hurtubise, 1978 \$16.25 (concept bases données, description et documentation de la base de données, organisation pour la gestion de l'information etc...)

LES GRANDS ROUAGES DE LA MACHINE ADMINISTRATIVE QUEBECOISE, A. Baccigalupo, 1979, \$20.00 (historique de l'administration publique, organisation administrative québécoise, fonction publique, politique gouvernementale et administration publique québécoise etc...)

POUR TOUTES COMMANDES, DEMANDES DE CATALOGUES OU INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES, PRIERE DE VOUS ADRESSER A :

AGENCE D'ARC INC. 6872 Jarry Est, Montréal, Québec, H1P 3C1, Tél: 321-0241

CARTES D'AFFAIRES



• DEMENAGEMENT LOCAL • LONGUE DISTANCE
• EMBALLAGE • ENTREPOSAGE • 20 ANS D'EXPERIENCE
• ASSURANCE COMPLETE • ESTIMATION GRATUITE

AUSSI BOITES D'EMBALLAGE DISPONIBLES

DÉMÉNAGEURS AFFILIÉS LTÉE

Appelez: Pierre ou Roger Tél. 937-9491

COMPTABLES AGRÉÉS

**SAMSON
BELAIR
& ASSOCIÉS**
Comptables agréés

MONTREAL — QUEBEC — RIMOUSKI — SHERBROOKE — TROIS-RIVIERES
OTTAWA — SEPT-ILES — SAINT-HYACINTHE — COATICOOK — MATANE

Touche Ross & Cie

Comptables agréés

St. John's • Corner Brook • Sydney • Halifax • Saint John • Fredericton
Québec • Montréal • Cornwall • Hull • Ottawa • Kingston • Toronto
Mississauga • St. Catharines • Hamilton • Kitchener • London • Windsor
Winnipeg • Regina • Saskatoon • Edmonton • Calgary • Kelowna
New Westminster • Langley • Vancouver • Victoria

CONSEILLERS

RAYMOND, JOYAL, SABOURIN, THEAUDIERE & ROY

Evaluateurs agréés • Conseillers immobiliers

1980 ouest, rue Sherbrooke suite 630, Montréal, Qué. H3H 1G1

Norman Roy, e.a. tél.: (514) 935-2581

Les Conseillers en Développement (C.D.I.) Inc.

615 ouest, boul. Dorchester, suite 900
Montréal, Qué. H3B 1P5 Tél.: (514) 866-5066

- Subventions • Aide gouvernementale
- Financement aux entreprises

Air Canada vous rapproche du centre-ville de New York

Quelque 25 ans après l'avoir délaissée, Air Canada a repris sa desserte de l'aéroport La Guardia de New York. En effet, depuis le 28 octobre, la compagnie offre à ses clients deux aller-retour quotidiens entre Dorval et La Guardia. Il s'agit là d'une initiative heureuse car, la personne désireuse de se rendre dans la métropole américaine, n'a plus à subir l'achalandage de l'aéroport J.F. Kennedy et les inconvénients qui en découlent. Sans compter que La Guardia n'est qu'à une vingtaine de minutes du centre de Manhattan.

C'est surtout aux hommes d'affaires que s'adresse Air Canada qui reconnaît ainsi la nécessité pour nos dirigeants de petites et moyennes entreprises de communiquer avec l'extérieur.

Le gouvernement et la Chambre de Commerce de la province de Québec, entre

autres, ont déjà beaucoup insisté sur la nécessaire ouverture, pour les PME québécoises, aux marchés extérieurs. Peut-être serait-il bon de rappeler ici que 62% des entreprises établies à New York font, d'une manière ou d'une autre, du commerce international et que 95% d'entre elles sont des PME.

Plusieurs de nos entreprises québécoises et montréalaises sont de même dimension. Pourtant elles n'accèdent pas aussi facilement aux marchés étrangers. Des relations plus étroites et plus fréquentes avec leurs homologues de New York leur permettraient sans doute sinon de créer des ouvertures, à tout le moins de se familiariser avec les techniques, les moyens à employer et l'attitude à adopter sur les marchés internationaux.

Aux hommes d'affaires d'en profiter!

New York,

par Bertrand Dionne

Invité par Air Canada à rencontrer les dirigeants de la New York Chamber of Commerce and Industry, le Journal des Affaires vous présente aujourd'hui un tour d'horizon de la situation actuelle de la métropole américaine telle que perçue par Morton J. Getman, vice-président exécutif de cet organisme. Ce reportage sera complété la semaine prochaine par l'analyse des moyens mis en oeuvre pour redresser l'économie de cette ville qui a frôlé la catastrophe.

New York City qui, il y a quelques années à peine, était au bord de la faillite s'achemine lentement vers des jours meilleurs. Tous les problèmes

n'ont certes pas été réglés, mais la situation s'est sensiblement améliorée. A un point tel que, dans Manhattan, on parle de "renaissance". Les

ventes au détail sont à la hausse, les espaces industriels et commerciaux sont presque tous occupés et, qui

(Suite à la page 23)

**industriels
du secteur
agro-
alimentaire**
SOQUIA
vous offre
un éventail de services



Un apport de capital-équité....c'est comme un "coup d'épaule" qui donne l'élan à l'entreprise!

SOQUIA peut devenir votre partenaire financier et ainsi permettre la réalisation immédiate d'un projet d'expansion et d'implantation.

De plus, en équilibrant votre structure financière SOQUIA peut faciliter l'obtention d'un prêt à long terme auprès des institutions prêteuses.

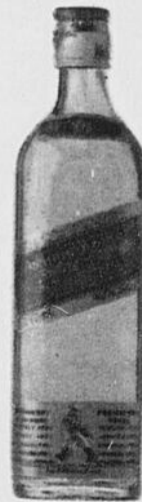
SOQUIA dispose d'un personnel spécialisé qui saura vous conseiller.

SOQUIA a été utile à d'autres entreprises....pourquoi pas à la vôtre? Consultez-nous.

**société québécoise
d'initiatives agro-alimentaires**

1, Parc Samuel Holland, bureau 242, Québec, P.Q.
G1S 4P2 Tél.: (418) 643-1580

**Mesdames,
Messieurs...
le numéro un.**



JOHNNIE WALKER RED LABEL...
SI DOUX QU'IL EST BON PREMIER DANS LE MONDE ENTIER.

